



100 FCFA

www.adiac-congo.com

N°1838 VENDREDI 4 OCTOBRE 2013

COOPÉRATION

Eni-Congo disposée à financer des projets culturels au Congo

La société pétrolière, Eni-Congo, va développer, en partenariat avec le ministère congolais de la Culture, différents projets dans trois zones du Congo.

Au cours d'un entretien hier avec le ministre de la Culture, Jean-Claude Gakosso, le directeur général d'Eni-Congo, Luca Cosentino, a précisé que ces projets intègrent la conservation de la mémoire collective et la valorisation de l'héritage culturel traditionnel du Congo.

Page 16

FOOTBALL/
CHAMPION
NATNATIONAL

La Mancha réalise un exploit à l'issue d'un match rocambolesque

Le club ponténégrin s'est offert une victoire au forceps de deux buts à zéro, face à Saint-Michel de Ouenzé, à l'issue d'un match qu'il a pourtant commencé avec huit joueurs contre onze sur le terrain au stade Alphonse-Massamba-Débat de Brazzaville.

Tout Massamba-Débat pensait à un forfait quand la Mancha a indiqué qu'elle refusait le profil bas. En dépit des tracasseries du transport aérien entre Brazzaville et Pointe-



Contrôle de balle d'un attaquant de La Mancha sous le maillot de l'ASP (© Adiac)

Noire, les joueurs du bord de l'océan ont tenu à jouer et l'ont emporté de belle manière.

Page 16

ÉDITORIAL

Riche mais...

Page 2

SNE

Le Syndicat Force veut voir clair sur les causes de l'incendie



Plusieurs structures du centre ville toujours privées d'électricité depuis l'incendie du 1^{er} octobre

Réuni en session extraordinaire, hier à Brazzaville, le Syndicat national autonome des travailleurs de la Société nationale d'électricité (SNE), Force, a exigé l'ouverture d'une enquête technique et policière afin de faire la lumière sur l'incendie survenu le 1^{er} octobre au poste B de Brazzaville.

« Les hommes les plus dangereux ne sont toujours pas ceux qui commettent les actes du mal, mais ceux qui sont passifs devant ces actes », déclarent les syndicalistes alors que d'aucuns à la SNE pensent que l'incendie est un acte de sabotage.

Page 3

SANTÉ

CHU, la renaissance ?



La salle de stérilisation

Il est encore très tôt pour parler de la renaissance du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU), mais les changements en cours permettent déjà quelques commentaires enthousiastes.

Réhabilitation des toilettes,

mise en ordre des chambres de luxe, hygiène hospitalière totalement révisée, ainsi que plusieurs services mieux structurés, voilà autant d'indices qui permettent de parler sur l'avenir du CHU en dépit de nombreux défis à

relever. Le temps d'une conférence de presse couplée d'une visite guidée, le directeur général du CHU, Bernard Ovoulaka, a expliqué les tenants et les aboutissants de cette évolution.

Page 3

DIVERSIFICATION DE
L'ÉCONOMIE

Le potentiel minier congolais au cœur des échanges à Brazzaville

Les perspectives et enjeux du secteur minier dans la diversification de l'économie congolaise préoccupent le gouvernement congolais qui est déterminé à valoriser les ressources minérales du pays. « Le Congo en vous offrant cette plateforme a voulu



Une vue des conférenciers

non seulement témoigner de son besoin et de son engagement à répondre aux enjeux sur la valorisation de ses ressources naturelles minérales, mais aussi, créer un cadre propice aux échanges pour réussir à consolider le partenariat public-privé », a indiqué le ministre des Mines et de la géologie, Pierre Oba, à l'ouverture de la conférence internationale sur les mines solides dont les travaux s'achèvent aujourd'hui.

Page 3

ÉDITORIAL

Riche mais ...

Il est indiscutable qu'après avoir travaillé d'arrache-pied pendant quinze longues années pour se reconstruire le Congo est aujourd'hui un pays riche. Riche en ce sens qu'ayant obtenu l'annulation de la majeure partie de sa dette extérieure grâce au Club de Paris et au Fonds monétaire international, il peut disposer librement des fonds que lui procure l'exploitation mesurée, rationnelle, raisonnable des ressources dont la nature l'a amplement doté.

Le problème, car il y en a bien évidemment un, est que la gestion des finances publiques n'est pas la meilleure qui soit. Au plan des rentrées, un long chemin reste à parcourir pour que rentre effectivement dans les caisses publiques ce qui est dû à l'État par les entreprises chargées d'exploiter les gisements de matières premières, par les opérateurs économiques de toutes dimensions, par les simples particuliers, bref par les différents acteurs de la vie économique. Et au plan des sorties, c'est-à-dire des dépenses de l'État dans ses différentes composantes centrales ou décentralisées, bien des progrès sont à accomplir pour que le moindre Franc CFA dépensé serve effectivement à l'émergence de notre pays.

Dans un pareil contexte il est évident que la corruption, qui existe bel et bien chez nous comme dans toutes les sociétés humaines, doit être combattue avec la plus grande énergie. Mais le premier et le plus grave défaut auquel les pouvoirs publics doivent remédier est le gaspillage des fonds publics que les citoyens constatent autour d'eux et qui nourrit à juste titre dans leur esprit le sentiment qu'ils sont les oubliés de la prospérité retrouvée du Congo.

Il est inutile, à ce point du raisonnement, de donner des exemples précis tant le mal est répandu autour de nous. Mais il est essentiel, en revanche, de réfléchir aux dispositions que la puissance publique devrait prendre, du haut en bas de l'échelle, pour corriger ce défaut. S'il est, en effet, une réforme que les Congolais, tous les Congolais, appellent de leurs vœux, c'est bien celle qui garantirait le bon usage de la finance publique.

Riche certainement, mais peut assurément mieux faire : tel est le diagnostic que l'on doit poser aujourd'hui sur l'état de notre pays !

Les Dépêches de Brazzaville

ASSEMBLÉE NATIONALE

Que fait le CHU de l'argent versé par l'État ?

La question a été posée par les députés dont une mission composée des membres de la commission Économie et finances de l'Assemblée nationale est descendue le 2 octobre au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU).



Maurice Mavoungou, président de la commission Économie et finances de l'Assemblée nationale, lors de sa visite du CHU de Brazzaville

Conduite par le président de cette commission, Maurice Mavoungou, la délégation des élus du peuple voulait se rendre compte si le budget alloué à cet établissement sanitaire est utilisé à bon escient. En effet, le CHU de Brazzaville bénéficie du soutien de l'État au titre des inscriptions budgétaires qui se font chaque année.

Il faut noter qu'en dehors de ce que le CHU gagne à partir de ses activités et prestations, l'Assemblée nationale a prescrit 7 milliards FCFA pour renforcer son budget de fonctionnement.

En dépit de cette bonne inscription budgétaire, le CHU connaît des problèmes au

niveau des décaissements.

« Il faut que cette question soit débattue lors de l'examen du prochain budget de l'État avec le ministre en charge des Finances pour améliorer le niveau des décaissements de cette structure sanitaire », a déclaré Maurice Mavoungou. Il a signifié que l'État avait inscrit 3 milliards FCFA, en 2012, pour la réhabilitation du CHU, 5 milliards pour aménager le bloc, l'unité de traitement des Accidents cardiaques vasculaires (AVC), et 3 milliards pour l'unité des dialyses. C'est le même effort qui a été reporté pour cette année 2013. C'est-à-dire : un milliard pour l'unité

de dialyse et 500 millions

FCFA pour les AVC.

« Toutes ces unités sont en cours d'implantation », a reconnu la délégation. Parmi les unités visitées : le service néonatal, le bloc opératoire, le service de lutte contre les maladies cardio vasculaires, le chantier IRM, la climatisation centrale et d'autres services d'intérêt général. La délégation de la commission Économie et finances est sortie satisfaite de cette visite du CHU. De leur côté, les opérateurs économiques ont assuré la délégation qu'en janvier 2014 au plus tard, le CHU sera doté d'un plateau technique complètement réhabilité.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiako, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiako, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiako
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignat, Brice Tsébé, Irin Mauouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispaïn Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DÉVELOPPEMENT

La valorisation du potentiel minier au centre des échanges à Brazzaville

Le besoin de valoriser les ressources minérales du Congo et la création d'un cadre d'échange favorable au développement du secteur des mines constituent, entre autres, le but de la première conférence internationale et exposition sur les mines solides, ouverte ce jeudi 3 octobre à Brazzaville sur le thème « La diversification de l'économie congolaise via l'exploitation de son potentiel minier ».

Organisée par le gouvernement congolais en partenariat avec la communication AMETrade, la rencontre de Brazzaville se veut être une plateforme d'échanges. « *La dépendance de l'économie congolaise au secteur pétrolier est à la fois une source de rentes importantes et une source de vulnérabilité aux chocs externes. Le choix du Congo d'identifier le secteur minier comme secteur prioritaire est pertinent car le pays a le potentiel de s'imposer comme un acteur majeur de l'industrie minière au niveau mondial* », a précisé la représentante de la Banque mondiale au Congo, Sylvie Dossou.



Le présidium des travaux

Réunissant tout à la fois des décideurs politiques africains, experts, opérateurs économiques miniers et partenaires au développement, la rencontre de Brazzaville s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement durable basée sur les mines comme secteur porteur.

Ainsi, pendant deux jours, les participants à cette conférence internationale disposeront d'un cadre susceptible de répondre aux enjeux de la valorisation des ressources minérales. De même, ils trouveront un cadre propice pour consolider le partenariat public-privé dont a tant besoin le continent africain dans sa vision de développement économique. Pour le ministre congolais des Mines et de la Géologie, la confé-

rence est une perspective à la fois heureuse et redoutée qui suscite de nouveaux enjeux et d'innombrables défis à relever. Car, a-t-il indiqué, après des phases d'exploration et de recherches intensives, le Congo entre dans une phase, bien que rassurante, mais complexe avec l'exploitation des minerais de fer, potasse et des polymétaux. Ouvrant par ailleurs les travaux de la conférence au nom du chef de l'État, le ministre Firmin Ayessa a souligné que la rencontre intégrait la volonté du gou-

vernement qui a inscrit le secteur minier comme levier important de la diversification de l'économie congolaise. Selon lui, depuis 2005, l'activité minière se développe avec le soutien du gouvernement et divers projets en cours de réalisation. « *Les récents développements dans l'industrie minière congolaise montrent que le choix de cette conférence a été judicieux parce que le Congo possède les plus grands gisements de fer en Afrique centrale* », a-t-il rappelé.

Recourir à l'expertise extérieure pour développer le secteur

Bien que disposant d'un important potentiel minier reconnu sans tradition minière, le développement du secteur et son exploitation à l'échelle industrielle ne pourrait être possible sans recourir à l'expertise extérieure, notamment la Banque mondiale et bien d'autres partenaires au développement. « *Un pays*

tel que le Congo et quelles que soient ses potentialités minières ne peut prétendre viabiliser ce secteur », a reconnu le ministre congolais des Mines et de la Géologie, Pierre Oba.

Dans cette volonté d'accompagner le Congo considéré comme un nouveau pays minier, la Banque mondiale apporte son assistance technique en vue d'un état des lieux visant à identifier les défis et les perspectives du développement minier au Congo. « *Le succès éventuel de la stratégie de promouvoir la contribution du secteur minier au développement durable et à la réduction de la pauvreté, dépend fondamentalement du cadre légal, fiscal et institutionnel pour la protection, l'orientation et la réglementation de l'investissement privé dans le secteur minier* », a rappelé Sylvie Dossou à l'ouverture de la conférence.

Guy-Gervais Kitina

INCENDIE À LA SNE

Le syndicat « Force » exige une enquête technique et policière

Le poste B de la Société nationale d'électricité (SNE), desservant le centre-ville de Brazzaville, les hôpitaux, les industries et les institutions, a été victime, le 1er octobre, d'un incendie dont l'origine n'est pas encore déterminée.

Selon des sources proches de l'entreprise, l'on parle d'un sabotage des installations qui serait organisé par certaines personnes mal intentionnées. Le syndicat national autonome des travailleurs de la SNE, « Force », que dirige Rémy Batela, s'est réuni en session extraordinaire ce jeudi 3 octobre pour analyser la situation. À l'issue de cette rencontre, les syndicalistes ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils exigent du gouvernement l'ouverture d'une enquête technique et policière pour déterminer les responsabilités dans l'entretien et la sécurisation des équipements. Les résultats de cette enquête permettront d'édifier l'opinion nationale et d'éviter une troisième catastrophe.

Les syndicalistes ont, en outre, demandé la mise en place d'une commission de crise qui se chargera de faire l'évaluation et la réparation des dégâts. Ils ont rappelé que ce n'est pas la première fois que ce

genre d'incident se produit au même endroit sans qu'aucune mesure n'ait été prise. Le dernier sinistre en date a causé des dégâts plus importants que le premier.

Les syndicalistes ont également interpellé le directeur général de la SNE afin qu'il prenne ses responsabilités de sauver l'entreprise et les travailleurs. Car, l'électricité constitue un facteur indispensable

« Les hommes les plus dangereux ne sont pas toujours ceux qui commettent les actes du mal mais plutôt ceux qui sont passifs devant ces actes. »

pour le développement d'un pays et pour les ménages. « *Dans l'histoire des Nations et des institutions, il y a des événements mémorables qui ont toujours valeur de symbole.*

La catastrophe qui vient de se produire le 1er octobre au poste B de la SNE intègre ce registre », ont-ils rappelé dans leur document. Avant d'ajouter : « Les hommes les plus dangereux ne sont pas toujours ceux qui commettent les actes du mal, mais plutôt ceux qui sont passifs devant ces actes. »

Roger Ngombé

SANTÉ

Le CHU de Brazzaville, une année de réhabilitation

Entre travaux de réhabilitation et construction de nouveaux bâtiments, le Centre universitaire et hospitalier de Brazzaville (CHU) fait peu de bruit depuis quelques mois. À la tête de la structure depuis le 3 octobre 2012, Bernard Ovoulaka a dressé le bilan des activités entamées en une année et présenté les perspectives du plus grand centre hospitalier du Congo.

C'est autour d'une conférence de presse, précédée d'une visite guidée des différentes structures réhabilitées, ou en cours de construction, que le management du CHU a fait le point des réalisations entamées depuis quelques mois. Considéré comme le sommet de la pyramide hospitalière du Congo, le CHU méritait une cure profonde pour convaincre ses patients de plus en plus sceptiques. Dans le but de redorer le blason de cet hôpital, un vaste chantier a été lancé en fin d'année dernière. Au nombre des chantiers terminés, le bâtiment de cinq étages qui offre désormais un séjour agréable aux malades. Des travaux de revêtement à la remise en ordre des toilettes, le bâtiment compte des chambres de luxe dotées de postes téléviseurs de bars.

Les malades ne manifestent plus d'inquiétude d'accéder jusqu'au dernier niveau, car cinq ascenseurs ont été remis en marche. De l'autre côté, l'hygiène hospitalière a reçu un coup de neuf avec la réhabilitation du laboratoire d'organogénèse. Les services de Rhumatologie, Stérilisation centrale, Soins intensifs pédiatriques ont été retouchés.

L'un des épineux problèmes du CHU, l'accueil des malades connaît désormais un début de solution, en attendant de nouvelles installations qui abriteront les services

d'urgence. L'aménagement des box de consultations en chirurgie et en médecine est terminé, rendant ainsi disponible la salle de soins en chirurgie et l'hôpital du jour.

Des travaux d'envergure financés par le gouvernement

Si la réhabilitation du CHU est d'une part du ressort du budget de l'hôpital, le gouvernement de la République a consenti des moyens importants pour la construction de nouvelles unités de médecine. Au nombre de projets, retenons celui

« Nous ne sommes pas totalement satisfaits parce qu'il y a des choses qu'on n'a pas pu faire. Nous n'avons pu apporter le médicament au lit du malade. Parce qu'il n'est pas question qu'on aille acheter le médicament ailleurs. Une étude est engagée à ce sujet. Cette situation sera expérimentée aux soins urgences de pédiatrie »

de l'Imagerie à Résonance Magnétique (IRM) dont les travaux sont à la phase finale. Selon Bernard Ovoulaka, avec la technique médicale IRM de marque « Toshiba vintage titan » dont s'est doté le Congo, le pays est le premier en Afrique à utiliser ce modèle. Dans ce registre des travaux soutenu par l'État, l'unité des Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC) est en pleine réhabilitation et serait disponible dans trois mois.

Cette année, a rappelé le directeur général, le CHU a mis l'accent sur le médicament afin de pérenniser la Corbeille d'urgence réactivée par le ministre de la Santé. De janvier à septembre 2013, l'hôpital a dépensé 424 millions FCFA pour la commande des médicaments contre 214 millions FCFA en 2012. Autre secteur préoccupant : la formation sur laquelle le CHU a égale-

ment focalisé son attention. Un important personnel a été formé sur les techniques d'accueil. Aujourd'hui, quelques agents du CHU composés de médecins et paramédicaux sont en formation à Orléans en France, à Rabat au Maroc et bientôt en Afrique du Sud.

Poursuivre les efforts déjà entamés. Des progrès sont davantage attendus par les populations qui constatent encore quelques amertumes. Entre l'attente d'un médecin spécialiste, parfois plus occupé dans un cabinet privé, les patients bouillent. Ils aimeraient être traités rapidement dès leur arrivée.

« *Nous ne sommes pas totalement satisfaits parce qu'il y a des choses qu'on n'a pas pu faire. Nous n'avons pu apporter le médicament au lit du malade. Parce qu'il n'est pas question qu'on aille acheter le médicament ailleurs. Une étude est engagée à ce sujet. Cette situation sera expérimentée aux soins urgences de pédiatrie* », explique Bernard Ovoulaka.

Autre souci à régler, l'afflux des visiteurs et garde-malades qui prennent encore d'assaut les jardins de l'hôpital avec nattes et pagnes étalés. « *Malgré des mesures que nous avons prises en ce qui concerne les gardes malades, ils sont toujours là en masse. Nous allons prendre des mesures plus efficaces* », souligne le directeur général du CHU.

En 12 mois, la moisson est certainement bonne. Mais il faudrait encore attendre la fin des travaux à l'instar de la station d'épuration des eaux usées et vannes, des toilettes publiques, de huit box au niveau des urgences et des trois forages qui permettront le renforcement de capacités en eau de la quasi-totalité des services de l'hôpital.

Quentin Loubou



BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert (AON) N°003/DRA/CS-CA/AON/13

Fourniture et installation d'équipements informatiques, bureautiques, réseaux et sécurité au siège de la BDEAC à Brazzaville, République du Congo

1. La BDEAC envisage d'acquérir sur fonds propres des équipements informatiques, bureautiques, réseaux et sécurité pour son siège social, sis à Brazzaville, République du Congo, suivant l'AAON N°003/DRA/CS-CA/AON/13

2. La BDEAC sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires en situation régulière, répondant aux qualifications requises, pour la fourniture desdits équipements en un lot unique non séparables, réparti en sous lots, comme suit :

SOUS LOTS	DÉNOMINATION
Sous lot 1	Ordinateurs portables et de bureaux
Sous lot 2	Équipements de réseaux et sécurité
Sous lot 3	Logiciels
Sous lot 4	Imprimantes, scanner et divers

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National Ouvert (ANO) conformément aux « Règles de Procédures d'Acquisition des Biens et Services pour l'usage de la Banque », tels que définis dans lesdites Règles (N.B : Dans le cas présent le terme « national » fait référence aux pays membres de la Communauté Economique et Monétaires d'Afrique Centrale (CEMAC). Les soumissionnaires éligibles de tout autre pays peuvent présenter une offre s'ils le souhaitent).

4. Les soumissionnaires en situation régulière et intéressés, peuvent obtenir des informations auprès de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse suivante : Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (face Palais du Peuple), Brazzaville, Congo. Contacter M. Calixte KOLYARDO, Expert en Passation des Marchés, Coordonnateur Sectoriel Chargé des procédures d'acquisitions, Bureau 416, Tel : 00 242 06 652 96 73, E-mail : c.kolyardo@bdeac.org, en faisant copie à f.roumeliotis@bdeac.org, f.grandet@bdeac.org et J.TsoyeNkono@bdeac.org entre 8h 00 et 15 h 00, aux jours ouvrables.

5. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Etre une entreprise spécialisée dans la vente et/ou l'installation de matériels informatiques et réseaux et être en règle du point de vue administratif, juridique, social et fiscal (fournir la documentation y relative : copie des statuts, quitus fiscal, certificat de non faillite....) ;
- Avoir réalisé avec succès, en tant qu'entreprise principale, au moins 3 projets de nature et de complexité similaires ou supérieures (fourniture et installation de matériels incluant réseaux et sécurité durant les trois dernières années (les attestations nécessaires sont à fournir) ;
- Disposer du personnel et d'un service après vente, tel que spécifié dans les données particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) ;
- Présenter les garanties du fabricant.

Une marge de préférence sera octroyée aux soumissionnaires en situation régulière, installés dans les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent, sur demande écrite, acheter et retirer le Dossier d'Appel d'Offres complet rédigé en français à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (face Palais du Peuple), Brazzaville, République du Congo, Contacter M. Calixte KOLYARDO, Expert en Passation des Marchés, Coordonnateur Sectoriel Chargé des procédures d'acquisitions, Bureaux 416, Tel : Tel : 00 242 06 652 96 73, E-mail : c.kolyardo@bdeac.org, en faisant copie à en faisant copie à f.roumeliotis@bdeac.org, f.grandet@bdeac.org et J.TsoyeNkono@bdeac.org, contre un paiement non remboursable de Cent mille (100 000) FCFA, soit 152,45 Euros, en espèces à la comptabilité de la BDEAC ou par virement bancaire.

7. Les offres devront être déposées, sans mention du nom du soumissionnaire sur l'enveloppe principale, sous peine de rejet, au plus tard le 04 Novembre 2013 à 12 h précises, heure locale, à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (face Palais du Peuple), Bureau d'ordre, 5ème étage, porte 503, Brazzaville, République du Congo. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes le 04 Novembre 2013 à 13 h précises, heure locale, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés, qui le souhaitent, à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (face Palais du Peuple), Salle de conférence au Rez-de-chaussée, Brazzaville, République du Congo. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant égal à 10 000 000 FCFA, soit 15 245 Euros, sous peine de rejet.



RENTRÉE SCOLAIRE

Sombre tableau pour l'école primaire de Mpaka KM8

Le problème a été posé par le directeur départemental de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Jean-Baptiste Sitou lors de la réunion, le week-end dernier, entre Alexandre Honoré Paka, préfet de la ville de Pointe-Noire, et les gestionnaires des structures scolaires.

tés afin qu'une solution rapide soit trouvée. Rappelons que l'école primaire de Mpaka km8 a été créée en 1978. Elle disposait à l'époque d'un seul bâtiment en planche. Grâce aux efforts financiers des parents d'élèves, deux bâtiments ont été construits en matériaux durables ; deux au-



L'érosion qui menace l'école de Mpaka Km8

Située à Tié-Tié, dans le troisième arrondissement de Pointe-Noire, l'école primaire de Mpaka Km8 est depuis longtemps dans un état délabré, sans clôture et manquant d'eau et d'électricité. Le nombre de salles de classe y est par ailleurs insuffisant. En effet, plus de 2 400 élèves sont répartis en huit classes, chacune comptant 130 élèves. De plus, un ravin menace depuis 2008 d'atteindre un bâtiment de l'école, coupant la cour de l'école en deux parties. Cette situation inquiétante a poussé Jean-Baptiste Sitou à lancer un SOS à l'endroit des autori-

tres ont été érigés par l'État un peu plus tard. Aujourd'hui, la quasi-totalité de ces bâtiments sont en mauvais état. Pour la population riveraine, la réhabilitation de cette école doit être au cœur des débats des autorités locales. « Nous sommes très touchés de voir les enfants travailler dans de telles conditions. Ils méritent un cadre d'étude plus plaisant, car ils sont l'avenir du pays », a témoigné une enseignante rencontrée sur place le 2 octobre.

Hugues Prosper Mabonzo Bouelawayay et Charlem Léa Légnoki

Le ministre Mampouya prend la température à Oyo

Les cours ont repris depuis le 1^{er} octobre 2013 sur tout le territoire national. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Hellot Matson Mampouya a visité l'école primaire Moussa-Eta et le collège d'enseignement général Sassé-Ipa avant de lancer la rentrée scolaire officielle à Ondébé, village situé à quelques kilomètres du district d'Oyo.

Cette rentrée scolaire a été marquée par la présence du personnel enseignant, administratif et l'équipe de maîtrise. Les élèves se sont timidement présentés à l'école, sans leur tenue, pour ceux de l'école primaire et en tenue pour ceux du collège. Dans les salles de classe, les cours ont porté sur l'orthographe et la lecture à l'école primaire et sur les sciences de la vie et de la terre, les arts plastiques au collège.

Le ministre a déclaré après la visite : « Je suis heureux de constater la présence massive du personnel enseignant, administratif et de l'équipe de maîtrise. Nous félicitons les élèves qui sont arrivés dès le premier jour en tenue scolaire



Hellot Matson Mampouya félicitant les élèves du collège Sassé-Ipa

et qui ont appris les premières notions, car pour eux, le démarrage est déjà effectif et ils ont pris un bon départ [...]. Nous en profitons juste pour rappeler aux uns et aux autres que la rentrée est effective. À ceux qui ne sont pas venus, qu'ils rejoignent leur établissement pour que le calendrier soit respecté rigoureusement cette fois-ci ». Le directeur du collège Sassé-Ipa, Ngoteni, a déploré le manque d'enseignants au sein de

l'établissement : « Le premier jour, la rentrée a été honorée par six professeurs sur les sept dont dispose l'établissement. Le collège connaît un déficit en personnel enseignant depuis l'année dernière. Il ne dispose d'aucun professeur de sciences physiques, d'histoire-géographie, d'anglais et de sciences de la vie et de la terre. La doléance a été formulée au ministère de tutelle. »

Lydie Gisèle Oko



Recherche pour son client, leader de la distribution des véhicules, industriels (VI) ou légers (VL), et du pneumatique, ses commerciaux

Basés à Pointe Noire et à Brazzaville, Sous la responsabilité du Directeur commercial du domaine, votre mission en tant que :

« Commercial Véhicules Légers » sera d'assurer :

- La prospection et le développement de la clientèle
 - L'animation de la vente et du suivi du parc VL des clients de la zone économique de Pointe Noire / de Brazzaville
 - La satisfaction client :
 - identification du besoin
 - conseil d'achat
 - Prise de commande
 - Paiement et suivi facturation
 - Livraison
 - Le reporting régulier auprès de votre direction pour renseigner votre activité
- De Formation commerciale (ou technique), vous être titulaire d'un Bac +2/3, ou vous détenez un bac avec une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de produits/biens de consommation et/ou services. Votre permis B vous permet d'être autonome et de vous déplacer pour votre travail, afin de rencontrer vos clients.

Qui êtes vous ?

De nationalité congolaise (République du Congo), vous êtes à l'aise dans le domaine automobile, sans forcément être un expert, et vous pratiquez la bureautique sans souci (Pack Office). Soucieux de l'intérêt du client et attentif à la satisfaction de ses attentes, vous aimez le terrain et aller à la rencontre des donneurs d'ordre de la place, pour les informer et les convaincre.

La pratique de l'Anglais, du Portugais et/ou chinois serait un atout indéniable dans votre dossier
Réf : CEVL/2013-10 / KACC

« Commercial. Véhicules Industriels » vous serez chargé de :

- La prospection et le développement de la clientèle VI/PL
 - L'animation de la vente et du suivi du parc VI /PL des clients de la zone économique de Pointe Noire / de Brazzaville
 - Le lien technico-commercial avec le configurateur VI/PL pour la préparation et la mise en œuvre technique des offres commerciales
 - Le reporting régulier auprès de votre direction pour renseigner votre activité
- De Formation initiale technique (ou en action commerciale), vous être titulaire d'un Bac +2/3, ou vous détenez un bac avec une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion d'une flotte et/ou d'un parc de véhicules. Riche de vos connaissances mécaniques, votre permis B vous permet d'être autonome et de vous déplacer pour votre travail, afin de rencontrer vos clients. Vous veillez à les conseiller efficacement et cherchez à en convaincre de nouveaux. Comment ? En étant réactif pour répondre à leurs besoins tout en mettant en avant les avantages techniques des produits du groupe.

Qui êtes vous ?

De nationalité congolaise (République du Congo), vous êtes à l'aise pour évoquer la mécanique, et vous pratiquez sans souci la bureautique (Pack Office). Soucieux de l'intérêt du client et attentif à la satisfaction de ses attentes, vous aimez le terrain et allez à la rencontre des donneurs d'ordre de la place, (en charge des parcs et flottes de VI), pour les informer et les convaincre.

Le Permis PL (C) serait un +
La pratique de l'Anglais et du Portugais serait un atout indéniable dans votre dossier
Réf : CEVI/2013-10 / KACC

« Commercial. Equipement Pneumatique » sera de :

- Devenir le partenaire privilégié du client, pour tout son approvisionnement pneumatique
- Assurer l'animation de la vente et du suivi du parc pneus des clients de la zone économique de Pointe Noire
- Rendre compte de son activité en utilisant les outils de reporting de l'entreprise

Vous serez donc le conseiller du responsable de parc/flotte du client, et votre démarche de veille pro active, vous permettra de lui proposer des solutions, avant même que son besoin s'exprime dans l'urgence. De Formation initiale technique (ou en action commerciale), vous être titulaire d'un Bac +2/3, ou vous détenez un bac avec une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion d'une flotte et/ou d'un parc de véhicules. Riche d'une expérience dans une société de transport, de ventes de VI, ou de suivi de flotte véhicule, vous pratiquez la bureautique sans souci, (Pack Office). Soucieux de l'intérêt du client, attentif à la satisfaction de ses attentes, vous trouvez ce qui correspond à son besoin en recherchant dans toute la gamme des produits pneumatique du groupe, mais aussi en anticipant sa demande, par des visites technico-commerciales régulières et un suivi de sa flotte.

Qui êtes vous ?

De nationalité congolaise (République du Congo), vous êtes à l'aise pour évoquer la mécanique, et vous pratiquez sans souci la bureautique (Pack Office). Soucieux de l'intérêt du client et attentif à la satisfaction de ses attentes, vous aimez le terrain et savez aller à la rencontre des donneurs d'ordre de la place, en charge des parcs et flottes de VI, pour les informer et les convaincre.

Le Permis PL (C) serait un +
La pratique de l'Anglais et du Portugais serait un atout indéniable dans votre dossier
Réf : CEPN/2013-10/ KACC

Votre curiosité pour les produits, métiers et projets des clients, mais aussi de notre enseigne, démontrera votre intérêt au poste et votre envie de vous impliquer dans le groupe. Vous vous reconnaissez dans ce profil ? Contactez nous, uniquement par mail, en précisant la référence du poste recherché, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 15 octobre 2013. Nous attendons votre cv et votre lettre de motivation (+ copie du dernier diplôme en pdf).
NB : les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail seront automatiquement écartées du processus



Le monde de l'informatique

AVENUE ALPHONSE FONDERE
IMMEUBLE C.N.S.S ROND POINT CITY
- REZ-CHAUSSEE.
CONGO-BRAZZAVILLE
TEL: 00242 06 8813434 - 00242 053813434
EMAIL: INFO@TERRATECH-CG.COM

Acer Aspire E1-531
Intel® B960 Processeur 2.2GHz, L3 Cache
Ecran HD Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur



296.000 T.T.C
GARANTIE 1 AN

Hp Cp1525 imprimante laser couleur



285.000 T.T.C
GARANTIE 1 AN

Weekend NON STOP !!!



Avec **Masolo Ya Bandeko**

Minutes incluses	Date d'expiration	Coût
50 minutes	31/10/2013	2000 CFA
100 minutes	31/10/2013	4000 CFA

Parlez plus longtemps avec Masolo Ya Bandeko.

www.warid.cg 04 400 01 20 ou 120




WARID
Passer à l'action

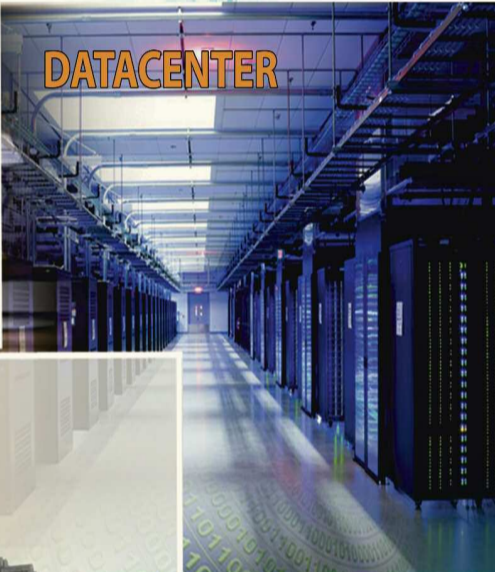
BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution


Communications Unifiées



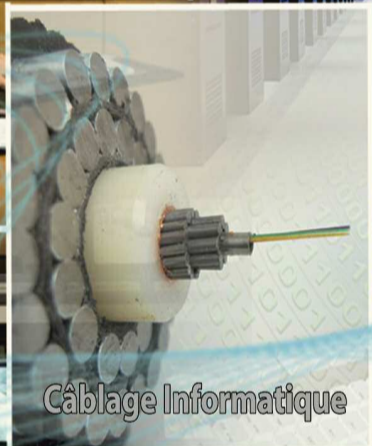
DATA CENTER




Sécurité



Câblage Informatique




Système Informatique



BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60

POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo



BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com



Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE
1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 - A Pointe-Noire : 222 94 12 88 - Et chez tous nos agents généraux

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67
www.arc-congo.cg

SOLIDARITÉ

Le roi Makoko encourage les actions de la Fondation Ébina

À l'invitation de Sa majesté Auguste Nguempio, 16e roi du royaume téké, Joe Washington Ebina vient de séjourner à Mbé, localité située à environ 200 km de Brazzaville, dans le département du Pool.

Grand observateur de la vie publique congolaise, le roi Makoko a récemment dépêché un de ses conseillers à Brazzaville pour rencontrer le président de la Fondation Ébina pour lui demander de se rendre à Mbé. Au regard de l'importance de l'invitation, la Fondation Ebina a associé l'association des natifs de Gamboma (Natigam 18-19), dirigée par Yvon Bedel Mban. Cette dernière ONG travaille en partenariat avec une organisation humanitaire italienne connue dans la distribution des dons de médicaments et de bien d'autres produits destinés aux démunis.



Joe Washington Ebina posant avec le roi Auguste Nguempio

« Cette invitation traduit la considération que le roi a à l'endroit des actions humanitaires et la lutte pour la défense des droits de l'homme que cette Fondation mène », s'est réjoui Joe Washington Ebina.

Accueillie chaleureusement par les membres de la Cour royale au grand complet dans le modeste et

symbolique palais du roi au cœur de Mbé, cette délégation a, après avoir présenté ses civilités au roi, été félicitée et encouragée par Auguste Nguempio au regard des différentes actions humanitaires qu'elle mène. « En grand-père, le roi a apprécié les actions que nous menons au niveau des populations. Il m'a rappelé d'abord qu'il

connaissait notre grand-père Daniel Ebina et qu'il était très content de nos actions. Il nous a encouragés et demandé de persévérer; de ne pas être insensible à tous ceux qui souffrent », a expliqué le président de la Fondation Ebina.

Sensible aux questions de santé des populations congolaises, la Fondation Ébina et son partenaire Natigam 18-19 avaient emmené des médicaments à remettre à l'hôpital de Mbé afin que les patients soient traités gratuitement. « Nous avons conseillé au personnel soignant de cet hôpital d'en faire bon usage en respectant leur principe de gratuité. Ce centre de santé est dans un état déplorable ; puisqu'il y manque pratiquement de tout, lits et bien d'autres matériels », a-t-il commenté.

Au sortir de cet entretien, Joe

Washington Ebina n'a pas manqué de signer le livre d'or de ce royaume singulier et riche en histoire. Après cette visite de courtoisie, la Fondation Ébina, qui a une vision nationale consistant à aider les populations démunies, entend être à l'écoute des doléances des habitants de Mbé, surtout en ce qui concerne les enfants et les familles défavorisées, en leur octroyant sous peu des fournitures scolaires en cette période de rentrée scolaire. « C'est ce que nous faisons un peu partout, mais, nous n'avons pas toujours les moyens d'être ponctuels et d'y rester. Mais partout où le besoin se présente, la fondation se mobilisera toujours pour dépêcher ou trouver des possibilités d'alléger un peu ces souffrances nationales », a précisé Joe Washington Ebina.

Parfait Wilfried Douniama

HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Médecins d'Afrique intervient à Mikalou-Madzouna

L'ONG a remis le 2 octobre, dans le cadre de son projet « Promotion à base communautaire des soins de santé primaires » financé par l'Union européenne (UE), des kits d'assainissement au comité d'hygiène et d'assainissement de ce quartier du 9^e arrondissement de Brazzaville, Djiri.

Le don, réceptionné par l'administrateur-maire de Djiri, Ida Victorine Gampolo, qui l'a transmis par la suite aux bénéficiaires, est composé de divers matériels (chariots à bras, bottes, gants, équipements de protection, pelles, râteaux, etc.). Il est destiné à l'hygiène et à l'assainissement de 9 zones et 31 blocs représentant 8 757 ménages.

Le comité d'hygiène et d'assainissement aura pour mission de collecter les ordures ménagères, de les évacuer vers la décharge désignée par la mairie d'arrondissement, de réaliser les activités communautaires d'assainissement et de vulgariser les notions d'hygiène environnementale dans les communautés bénéficiaires. En plus de ces missions, il organisera des séances d'éducation pour le changement de comportement.

Le projet « Promotion à base communautaire des soins de santé primaires » est mis en œuvre pour une durée de trois ans. Il vise à promouvoir la participation communautaire dans la gestion des problèmes d'accès aux soins de santé primaires, d'hygiène et d'approvisionnement en eau potable et à garantir la pérennité et l'appropriation de l'activité. Selon le coordonnateur, Christian Boueya, cette dotation fait suite à une évaluation réalisée au quartier Mikalou-Madzouna à Brazzaville et à KM4 à Pointe-Noire. Cette évaluation a permis, a-t-il indiqué, de cerner les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les populations habitant ces quartiers périurbains. Pour le quartier Mikalou-Madzouna, ces problèmes concernent la non-disponibilité des services de santé, l'accès difficile à l'eau potable et le nonaccès à l'assainissement et aux mesures d'hygiène. Cette situation a été accentuée par l'absence de système d'évacuation des ordures ainsi que par le manque d'activités promotionnelles.

Le ramassage des ordures dans les ménages sera assorti d'un montant forfaitaire qui sera à la charge du ménage. Ce système de recouvrement de coût permettra, a ajouté le coordonnateur du projet, de payer les salaires des ramasseurs et de garantir la pérennisation de cette activité. « Les avantages de cette activité reviennent à tout le monde, car vous aurez un quartier propre et assaini. Vous pourrez alors être à l'abri des maladies liées aux mauvaises conditions d'hygiène et à l'insalubrité », a-t-il martelé, exhortant la communauté du quartier à accompagner le comité dans son action et à lui faciliter le travail à réaliser.

Responsable du comité d'hygiène et d'assainissement, Pierre Nicaise Samba Mokoko compte sur l'apport soutenu de chaque entité impliquée pour atteindre les objectifs visés. « Cette dotation nous paraît insuffisante par rapport au volume de travail qu'il y a et par rapport aux différents acteurs qui seront sur le terrain. Comme c'est un travail qui génère un peu d'argent, nous allons ajouter quelque chose pour que tous les acteurs soient équipés », a-t-il précisé, assurant qu'il veillerait à ce que ce matériel ne soit pas utilisé à d'autres fins. Cette action a reçu l'assentiment d'Ida Victorine Gampolo, qui a autorisé temporairement le comité d'hygiène et d'assainissement ainsi que la population du quartier 901 à procéder au remblaiement de l'espace situé au croisement de la rue Inkouélé avec la deuxième avenue Mikalou II par le dépôt d'ordures ménagères. « Il s'agit de tout collecter et d'essayer d'éviter les érosions. Ce dépotoir ainsi constitué contribuera à l'éradication du ravinement de cette avenue », a souligné l'administrateur-maire de Djiri.

P.W.D.

SOLIDARITÉ

Le Rotary club offre des kits scolaires à trois orphelinats de Brazzaville

Les Cataractes du Djoué dans le premier arrondissement, l'orphelinat Jarrot de Baongo dans le deuxième arrondissement, et l'orphelinat Fatima de Mpila dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, sont les trois centres bénéficiaires.



Les jeunes de l'orphelinat Les Cataractes après la remise de don

Tous les mois le Rotary club retient un thème d'activités. Et pour ce mois de septembre qui vient de passer, c'est la jeunesse qui a retenu l'attention. C'est ainsi que les jeunes Rotariens ont décidé de faire la tournée de quelques orphelinats afin de remettre des fournitures scolaires. « Nous Rotariens du Club Libota, club parrain, avons décidé d'accompagner les jeunes Rotariens dans cette action qui consiste à s'occuper de leurs petits frères et petites sœurs en leur remettant des fournitures scolaires », a déclaré Nathalie Rizet.

« La vie est plus facile quand les enfants sont bien éduqués et bien encadrés »

L'orphelinat Les Cataractes, dirigé par le révérend pasteur Sylvain Massamba, a été le premier visité par les Rotariens. Dans ce centre, vivent 27 enfants scolarisés.

Âgés de 6 à 15 ans, ils fréquentent les classes du CP1 à la 3^e. Après avoir reçu les fournitures scolaires des mains d'Uniclay Delford Bobendo, président des Rotariens pour l'année 2013, Nazaire Mpan, responsable adjoint de cet orphelinat, a remercié les donateurs : « La vie est plus facile quand les enfants sont bien éduqués et bien encadrés. Ce que vous faites aujourd'hui, c'est une contribution à la formation de ces jeunes pour que demain ils soient aussi des cadres. »

L'espace Jarrot, créé en 1997 par les pères spiritains du Congo, est le deuxième centre à avoir été visité par les Rotariens. Y vivent, 25 enfants exerçant dans la mécanique, la menuiserie et la soudure. Le but étant de réinsérer les enfants car « Les enfants de la rue, ce sont vos enfants que vous négligez, que vous abandonnez », a déclaré

Sorel Bantsimba, directeur adjoint de cet espace. Même réaction pour Nazaire Okili, responsable adjoint de l'orphelinat Fatima, qui accueille plus d'une cinquantaine d'enfants dont 45 vont à l'école.

À l'issue de la ronde, Uniclay Delford Bobendo, président des Rotariens pour l'année 2013, est revenu sur les raisons qui ont animé le Rotary club dans le choix du thème. « Parce que les jeunes sont souvent marginalisés et abandonnés à leur propre sort. Et comme au niveau du calendrier rotarien ce mois est consacré à la jeune génération, ils ont ainsi apporté ces fournitures à leurs sœurs et frères », a-t-il poursuivi. Uniclay Delford Bobendo a, en outre, rappelé que l'action des Rotariens s'étend dans tous les domaines de la vie.

Bruno Okokana

AFFAIRES MARITIMES

22 cadres portuaires suivent une formation supérieure

Démarrée depuis le 9 septembre, cette 27^e formation concerne l'exploitation et la gestion des ports. Destinée aux cadres portuaires venus d'Afrique, elle a pour but de développer de nouvelles compétences chez les participants afin que ceux-ci les valorisent dans leurs ports respectifs et puissent éventuellement évoluer en interne. Cette session est organisée sous l'égide de l'Organisation maritime internationale (OMI) en collaboration avec l'Institut portuaire d'enseignement et de recherche (IPER), une composante de l'EM Normandie, et le Grand Port Maritime du Havre – partenaires des ports de Rouen et Paris au sein d'Haropa. Les 120 heures de cours de gestion portuaire programmées (finance, économie, gestion des

ressources humaines, gestion des infrastructures) sont dispensées par des professeurs de l'IPER et de l'EM Normandie ainsi que par des professionnels du Grand Port Maritime du Havre et des entreprises du milieu portuaire havrais. Des visites techniques complètent la formation : le port du Havre et les terminaux de Port 2000 ainsi que l'usine de palplanches d'Arcelor Mittal au Luxembourg. Plusieurs entreprises (notamment SOGET, GMP, Terminaux de Normandie), les syndicats professionnels (UMEP) et les administrations des Douanes et des Affaires Maritimes s'impliquent fortement dans cette session qui a déjà formé plus de 500 experts établis dans une centaine de pays, et qui constitue une vitrine à l'international du savoir-faire de la place portuaire du

Havre. Créé en 1977 avec le soutien de la CCI du Havre et du Grand Port Maritime du Havre, l'IPER est un organisme de formation professionnelle unique dans le monde francophone : plus de 7.000 professionnels du secteur portuaire originaires de plus de 150 pays ont profité de son expertise dans les formations liées au management, aux opérations et travaux portuaires. L'IPER propose une trentaine de séminaires par an sur des problématiques telles que l'environnement portuaire, la sûreté et la sécurité, le développement durable et la Reverse Logistics ou encore les solutions multimodales de transport dans la desserte de l'arrière-pays. Cette formation à laquelle prennent part douze Congolais s'achève le 11 octobre.

Guillaume Ondzé

ALGÉRIE

Sanofi va construire la plus grande usine du groupe

Le groupe pharmaceutique français Sanofi a annoncé le début des travaux de construction de sa nouvelle usine de médicaments à Sidi Abdallah, en Algérie, qui deviendra sa plus importante unité de production en Afrique. Le site, implanté au sein du pôle pharmaceutique et biotechnologique de la ville de Sidi Abdallah, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, devrait créer 133 emplois qualifiés. Le groupe pharmaceutique français va y investir 70 millions d'euros. Il s'agira du « plus

important site industriel de Sanofi en Afrique », a déclaré son directeur général, Christopher A. Viehbacher. Un protocole d'accord a été signé entre le directeur général de Sanofi et le ministre algérien de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, en vue de conclure avant de la fin de l'année un contrat pour améliorer le dépistage et la prise en charge de l'hypertension artérielle, du diabète et de l'hyperlipémie, ainsi que la surveillance de la grippe, indique le groupe dans son communiqué. « L'objectif est de favo-

riser le développement d'actions de sensibilisation, de dépistage et d'éducation thérapeutique des populations algériennes, grâce à l'appui d'unité clinique mobile médicalisée, et de contribuer à la formation des professionnels », indique le communiqué. La mise en exploitation du site est prévue pour 2017. Présent dans dix pays africains, Sanofi a réalisé près de 35 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2012.

N.Nd.

AFRIQUE

Idriss Déby Itno s'engage contre « la pauvreté, la marginalisation et le chômage des jeunes »

Lors de la réunion de concertation de haut niveau de l'Union africaine (UA), qui s'est tenue à New York, le 24 septembre, à la mission de l'UA auprès des Nations Unies, le président tchadien Idriss Déby Itno a demandé à ses pairs de ne plus accepter les programmes et projets venus de l'extérieur. Pour le président tchadien, les projets livrés clés en main ne reflètent pas les réalités continentales et ne prennent pas en compte les aspirations des populations africaines. Si l'Afrique veut tracer sa propre voie, a dit le chef de l'État tchadien, les dirigeants africains doivent donner un signal fort en aidant les pays frères qui n'ont pas de moyens. Idriss Déby Itno en appelle à une solidarité agissante et à une prise de conscience au niveau continental. Dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 25 septembre, Idriss Déby a souligné que le Tchad était décidé à apporter sa contribution à l'établissement de la sécurité, de la paix et de la stabilité. Avec 2 000 hommes engagés au Mali, 900 en Centrafrique, et d'autres en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et en Haïti, il estime que le Tchad peut aspirer à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2014-2015. Il reste cependant convaincu que « la solution à toutes ces crises ne saurait être militaire ».

Noël Ndong

MADAGASCAR

La SADC débloque dix millions de dollars pour l'élection présidentielle

Cette information a été donnée à l'issue de la rencontre entre la délégation de l'Electoral Advisory Council de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et le ministre malgache des Affaires étrangères, Ulrich Andriantiana, le 2 octobre à Antananarivo, la capitale malgache. Sergio Baloi, du secrétariat de la SADC, a mentionné que l'envoi de l'enveloppe de 10 millions de dollars octroyée par la SADC était en cours. En plus de cette somme, la SADC va déployer trois cents observateurs électoraux, dont la première vague, au nombre de quarante à cinquante, arrivera bientôt dans le pays. Le ministre Ulrich Andriantiana a, quant à lui, souligné durant cette rencontre que les conseils de la SEAC étaient les bienvenus surtout en matière de prévention des conflits et dans la mise en place des conditions favorables aux élections, dont la sécurisation des observateurs. Le ministère des Affaires étrangères facilitera la venue de ces observateurs via l'octroi de visa de courtoisie d'une durée de six mois. Par ailleurs, Ulrich Andriantiana a réitéré son appel à l'endroit de la SADC afin qu'elle refasse un appel d'aide internationale en faveur de la préparation des élections à Madagascar, car le budget de l'État malgache est très limité. Rappelons que le premier tour de l'élection présidentielle malgache, mettant en lice trente-trois candidats, se tiendra le 25 octobre.

Yvette Reine Nzaba

LITTÉRATURE

Lancement du cycle diaspora à la Librairie-Galerie Congo

La Librairie Galerie Congo a inauguré, depuis le jeudi 26 septembre à 19 heures, dans ses locaux de la rue Vaneau à Paris, un cycle de conférences dédié à la diaspora congolaise.

L'ouverture de la saison 2013-2014 était consacrée au thème de l'immigration dans la littérature. Cette première rencontre littéraire du Cycle Diaspora, animée par Aurore Foukissa (chroniqueuse des rencontres « Palabres autour des arts »), était dédiée aux trois écrivains : Firmin Luemba, Itoua-Ndinga et Marien Fauney Ngombé qui ont respectivement présenté leurs ouvrages : Rêve à l'envers, Le roman des immigrés et Le Bâtiment A.

« La diaspora forme un sixième continent susceptible de développer l'Afrique »

Firmin Luemba suit, dans son roman Rêve à l'envers, à travers Sambo, le personnage principal, le parcours des immigrés en situation irrégulière jusqu'à la régularisation de leur condition administrative. Ce roman traduit la réalité africaine qui considère l'Europe comme un paradis. « En réalité,



Marien Ngombe, Aurore Foukissa, Itoua Ndinga et Firmin Luemba débattent des parcours de vie des immigrés en France (crédits ADIAC)

une fois arrivés en Europe, les immigrés vivent souvent des calvaires », explique l'auteur. Pour écarter cette idée, il propose la construction de structures en Afrique dans le but de préparer le choc économique, politique et culturel que constitue l'arrivée dans un autre pays, pour les éventuels candidats à l'immigration. Firmin

Luemba reprend l'idée de l'Union africaine pour qui, « la diaspora forme un sixième continent susceptible de développer l'Afrique ». La diaspora apparaît comme un trait d'union entre l'Afrique continentale et l'Afrique de l'extérieur.

« Comment l'Afrique se prépare-t-elle à recevoir des immigrés ? »

Itoua-Ndinga, lui, s'interroge, à travers la galerie de personnages de son recueil de nouvelles, sur la situation des immigrés en France. Le roman des immigrés soulève plusieurs questions auxquelles l'auteur affirme ne pas vouloir donner de réponses. L'ouvrage s'intéresse aux raisons incitant les gens à immigrer. Itoua-Ndinga explique que

l'avenir de l'Afrique n'est pas la diaspora : il se situe entre les mains des Africains eux-mêmes. Sur la question, « comment l'Afrique se prépare-t-elle à recevoir des immigrés ? » Itoua-Ndinga répond en affirmant que la réponse viendra de l'homme politique.

Concernant Le Bâtiment A de Marien F. Ngombé, le roman décrit le parcours individuel des étudiants immigrés. Le roman fait observer la manière dont ces jeunes étudiants vivent la précarité. Les personnages réussissent dans des conditions difficiles ; la réussite émerge des difficultés. Enfin, l'auteur indique que le mot immigration est une notion creuse, dépourvue de sens.

Cette présentation a suscité un débat fructueux suite aux réactions du public venu nombreux pour s'enquérir de la manière littéraire dont les jeunes auteurs abordent la situation des immigrés dans leurs romans.

La prochaine rencontre, sur le thème des initiés du Bassin du Congo, est prévue pour le 15 octobre 2013 à 19 h.

Richard Ballet

133^e ANNIVERSAIRE DE BRAZZAVILLE**La CITE appelle à un réel aménagement de la ville**

À l'occasion de la commémoration des 133 ans de la fondation de Brazzaville, l'association Civilisation Culture et Identité Téké (CITE) a fait un état des lieux de la ville en décriant le manque d'infrastructures qui peuvent concourir à la distraction des Brazzavillois.

« Il n'est pas toujours besoin d'attendre la faveur d'une municipalisation accélérée pour se soucier de l'équipement et de la coquetterie d'une ville dont le statut de commune de plein exercice date de 1910. Là où le bas blesse, c'est cette impression d'insuffisance d'anticipation qui fait soupçonner sinon l'absence, du moins le retard d'un plan directeur que l'on aurait souhaité résolument futuriste plutôt que l'allure opportuniste », déclare cette association. Dans son constat, l'association relève que dans le centre-ville, les terrains sont livrés à la merci d'occupants de toutes sortes, vendeurs ou revendeurs, se réclamant les uns les autres fonctionnaires de l'État. Pour la CITE, l'État est indifférent à la notion de bien public, un peu trop prompt à aliéner des domaines entiers à des acheteurs qui, souvent, ne sont qu'eux-mêmes ou des faillites, tous avides d'espaces à privatiser pour on ne sait quels projets d'investissements. « C'est en tout cas le sort apparent des zones d'extensions naturelles de la ville que sont les proches ou lointaines banlieues, proprement soumises à la merci de prédateurs insatiables.

Car d'aires de loisirs, de piscines, de parcs environnementaux, de domaines ou d'équipements publics, il n'en est point d'apparents », déplore l'association.

La CITE termine par un constat amer : dans le périmètre de Brazzaville lotie, il n'est nulle part où se détendre pour les grands ou les petits, si ce n'est dans quelque débit de boisson bruyant, à moins de trouver refuge dans une église. « À la mairie centrale à Maloukou par exemple, il n'est plus guère de cadre de vie qui inspire quiétude et détente. Aux générations futures de se faire aux évolutions hasardeuses que nous leur aurons léguées sans état d'âme. Lorsque de surcroît la sagesse légendaire des ngantsiès se laisse prendre aux sirènes du laisser-faire ambiant, voilà qui promet des lendemains inimaginables. Il est heureusement jamais trop tard pour se ressaisir et pour bien faire, dit une autre sagesse populaire. Souhaitons à Brazzaville de dépasser des dilemmes peu flatteurs pour pouvoir enfin mieux et résolument s'assumer », peut-on lire à la fin de cette déclaration.

Hermione Désirée Ngoma

SOLIDARITÉ**La sœur Belle Agniélé mobilise les enfants pour l'école**

Ce spectacle qui a eu lieu sur l'esplanade du Palais des Congrès avait pour but d'encourager les enfants à regagner l'école. À cette occasion, la chanteuse de l'Éternel a remis aux enfants présents des fournitures scolaires.

Organisé par la maison MCI productions, présidée par Claude Isidore Miéré, ce concert avait pour thème tiré des Écritures : « Recommande ton sort à l'Éternel, mets en lui ta confiance et il agira ».

L'artiste chanteuse a démarré son spectacle avec Musique divine, air contenu dans l'album *Le temps de l'esprit*. Elle a ensuite communiqué avec les élèves et étudiants, en entonnant Nkolo bikamua, contenu dans le même album. D'autres airs ont fait le bonheur des spectateurs, tels Fou de Dieu ou Conversion. Chanteuse de l'Éternel, Belle Agniélé a livré le sens de son spectacle. « C'est une manière d'encourager les élèves à repartir à l'école pour cette année 2013-2014. C'est donc une joie pour moi ainsi que pour les parents qui ont amené leurs enfants, de passer ces moments ensemble. Afin de leur permettre de regagner l'école dans la joie, avec le peu que Dieu m'a donné, j'ai voulu partager avec eux

en leur remettant, à chacun, des fournitures scolaires. Car les enfants sont l'avenir de demain, ils sont une bénédiction », a déclaré Belle Agniélé. Ces fournitures scolaires ont été consacrées par les hommes de Dieu.

Le pasteur Gervais Miéré, deman-

en l'Éternel. » Notons qu'après les concerts de louanges et d'adoration donnés par Belle Agniélé et Le Rocher des Âges, à la Commune de Mougali ; sur l'esplanade de la télévision nationale à Nkombo ; et sur l'esplanade principale du Palais des Congrès, la maison MCI produc-



Belle Agniélé sur scène

dant aux élèves de marcher avec Jésus a dit : « Cette année c'est l'année de la victoire, je vous demande d'avancer avec Jésus-Christ. En effet, beaucoup d'enfants ont satisfait à leur examen parce qu'ils ont cru

tions entend poursuivre ces concerts à Poto-Poto, dans le troisième arrondissement, et au Centre sportif de Makélékélé, dans le premier arrondissement de Brazzaville.

Bruno Okokana

OFFRE D'EMPLOI**Annonce : Directeur des Ressources Humaines (H/F)**

CFAO est un leader de la distribution spécialisée dans ses métiers clés, la distribution automobile et pharmaceutique, en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-mer. CFAO opère également en Afrique dans la distribution de matériels d'équipement, la production et la distribution de biens de consommation courante ainsi que de certains services technologiques. CFAO est présent dans 37 pays, dont 32 pays d'Afrique, ainsi que dans sept Collectivités et Territoires d'Outre - Mer, et emploie 11 400 personnes à fin 2012.

Nous recherchons aujourd'hui le Directeur des Ressources Humaines (H/F) de notre filiale automobile basée à Pointe-Noire, au Congo.

Membre du Comité de Direction et en lien direct avec le Directeur Général de CFAO Motors Congo, votre mission principale consiste à définir et à animer la politique des ressources humaines de la filiale et d'en assurer la gestion.

Dans un contexte de croissance, vous pilotez la poli-

tique de recrutement et d'intégration ainsi que la formation.

Dans le cadre des projets du Groupe, vous accompagnez le développement des compétences et mettez en œuvre les dispositifs de rémunération individuelle et collective adéquats.

Responsable de l'administration du personnel, vous êtes le garant de l'application de la législation, vous co-animez les relations sociales de la filiale et assurez la relation avec l'Administration locale.

Votre profil :

Diplômé(e) d'une formation RH, vous justifiez de 10 ans d'expérience en gestion des ressources humaines et avez occupé un poste de Direction idéalement au Congo. La maîtrise du droit social et des techniques de gestion de la paie sont indispensables.

Si vous souhaitez répondre à cette annonce, veuillez déposer votre candidature sur notre site internet www.cfaogroup.com rubrique carrières.

République du Congo
 MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION
 Projet de Renforcement des Capacités en Transparence et Gouvernance
 Crédit n° 5063-CG

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N°02F/MEFPPI-CAB/PRCTG-SPM/13

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour contribuer au financement du Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG) et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture des équipements informatiques pour les équipes de projet, les départements et les services utilisateurs des finances publiques en République du Congo.

2. L'Unité de Coordination du Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les équipements informatiques pour les équipes de projet, les départements et les services utilisateurs des finances publiques en République du Congo: Lot unique constitué de quatre (04) sous-lots suivants :

Sous-lot 1 : Fourniture, installation et mise en œuvre des équipements informatiques pour les équipes de projet ;

Sous-lot 2 : Fourniture, installation et mise en œuvre des équipements informatiques pour l'Office Congolais de l'Informatique (OCI) ;

Sous-lot 3 : Fourniture, installation et mise en œuvre des équipements informatiques pour les impôts, les douanes et le trésor public;

Sous-lot 4 : Fourniture, installation et mise en œuvre des équipements informatiques pour les utilisateurs de SIDERE.

3. La passation du marché sera conduite par Appel d'offres international (AOI) tel que définit dans les « Directives : passation des marchés financés par les Prêts de la BIRD et les Crédits de l'IDA » édition 2011, et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Directives.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination du PRCTG, sise derrière le Commis-

sariat Central de Police, Brazzaville, Tél 00 242 06 635 50 36, courriel : prctg@yahoo.fr et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de 8 heures à 16 heures, heures de Brazzaville.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en Français à l'adresse mentionnée ci-dessous contre un paiement non remboursable de trois cent mille (300 000) Francs CFA. La méthode de paiement sera : versement en espèces ou virement bancaire au compte Code banque : 30012, Code guichet : 00101, N° du compte : 17100802101, RIB : 94 ou IBAN CG39 3001 2001 0117 1008 0210 194 BIC CRAGCCGXXX domicilié à la Congolaise de Banque (LCB), sise à Brazzaville au nom du PRCTG. Le Dossier sera expédié par courrier postale.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse du PRCTG ci-dessous au plus tard le vendredi 22 novembre 2013 à 12 heures précises, heure de Brazzaville. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne ou à distance à l'adresse du PRCTG mentionnée ci-dessous le vendredi 22 novembre 2013 à 13 heures précises, heure de Brazzaville. Les offres doivent comprendre une garantie de l'offre, pour un montant équivalent à vingt millions (20 000 000) de Francs CFA.

7. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est : Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG) Derrière le Commissariat Central de Police du centre ville de Brazzaville-République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 02 Octobre 2013
Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
 Crédit n° 5063-CG- Financement IDA
 Unité d'Exécution du Projet

B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 551 96 11, Courriel: prctg@yahoo.fr

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET

N° 29MEFPPI-CAB/PRCTG II/13

« Recrutement d'un Consultant individuel local chargé de l'étude et du suivi de la mise en œuvre de la normalisation génie civil et électrique des bâtiments de l'Office Congolais d'Informatique (OCI) pour la mise en place du Data center de secours de Pointe-Noire »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit (Crédit n° 5063-CG) du Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit crédit pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement Consultant individuel local chargé de l'étude et du suivi de la mise en œuvre de la normalisation génie civil et électrique des bâtiments de l'Office Congolais d'Informatique (OCI) pour la mise en place du Data center de secours de Pointe-Noire.

2. L'objectif de la mission est de proposer des solutions techniques pour la viabilisation et la mise aux normes standards des installations génie civil et électrique des bâtiments de l'OCI pour la mise en place du Datacenter de secours de Pointe-Noire

La durée totale de la mission est de quatre vingt (80) jours répartie ainsi qu'il suit :

- i) Phase1 : étude : vingt (20) jours y compris la soumission du rapport final par le consultant. ;
- ii) Phase2 : suivi de la mise en œuvre : soixante (60) jours y compris la réception des travaux par le consultant.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies des diplômes ;
- les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission :

année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client) ;

- l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant :

- être un Ingénieur Technicien (Bac+4 au minimum) en génie électrique, en électrotechnique, en électronique industrielle, en télécommunication ou équivalent ;

- avoir au minimum 5 années d'expérience professionnelle et bénéficiant d'une expertise pertinente par rapport à la mission.

4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant local sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, mercredi 23 octobre 2013:

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
 UNITE D'EXECUTION DU PROJET
 SECTION PASSATION DES MARCHES
 B.P 2116 Brazzaville, République du Congo
 Derrière le Commissariat Central
 Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 02 octobre 2013
Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA

UNIVERSITE INTERNATIONALE DE BRAZZAVILLE

NOS ETABLISSEMENTS :

- ✦ Faculté de Droit et de Sciences Politiques (FDSP)
- ✦ Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
- Faculté des Sciences et Technologies (FST)
- ✦ Formation continue (FC)

NOS DIPLOMES :

Licence en Droit et Science Politique

- Mention : Droit public et Science Politique
- Mention : Droit privé.

Master en Droit

- Mention : Carrières Judiciaires
- Mention : Droit des Affaires

Licence en Economie et Gestion

- Mention : Comptabilité et Finances Personnelles
- Mention : Banque, Assurance et Finance

Master en Economie et Gestion

- Mention : Comptabilité, Contrôle et Audit
- Mention : Banque, Assurance et Finance

Licence en Sciences et Technologies

- Mention : Maths, Informatique Physique Chimie
- Mention : Science de la Terre et Environnement
- Mention : Hygiène, Sécurité et Environnement

FORMATION CONTINUE

FORMATIONS DE COURTE DUREE (9 MOIS MAXIMUM) OUVERTES AUX TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVE.

- Diplôme d'Etudes Supérieures en Administration Economique et Sociale
- Diplôme d'Etudes en Administration Financière et Sociale



Adresse : Quartier de Libaire, Section 1, Parcelle 1031V (Quartier Tricentenaire UAP), voir au fond de la première rue à droite après le 104th)
Coordonnées :
Service de la Scolarité : (242) 05 551 96 11 / 05 551 96 45
BP : 184 Brazzaville Congo
Email : universite@uibzaville.fr
N° du compte bancaire : 30012 04201 1010000001/90
 Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) Brazzaville-Congo

DOSSIER D'INSCRIPTION EN PREMIERE ANNEE DE LICENCE :

- Attestation de Baccalauréat ou diplôme équivalent photocopie et certifiée conforme à l'original
- Relevé des notes du Baccalauréat
- Extrait d'acte de naissance
- Une photo format identité

DATE D'INSCRIPTION : Dès maintenant

DEBUT DES COURS : Lundi 7 octobre 2013 à 8h

N.B. : Les mentions sont organisées sous réserve que les seuils d'ouverture soient atteints (10 étudiants et plus)

Crédit Rentrée Scolaire

BGFIBank vous accompagne pour la rentrée scolaire

AEAO

BGFIBank

UNIVERSITE INTERNATIONALE DE BRAZZAVILLE

NOS ETABLISSEMENTS :

- ✦ Faculté de Droit et de Sciences Politiques (FDSP)
- ✦ Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
- Faculté des Sciences et Technologies (FST)
- ✦ Formation continue (FC)

NOS DIPLOMES :

Licence en Droit et Science Politique

- Mention : Droit public et Science Politique
- Mention : Droit privé.

Master en Droit

- Mention : Carrières Judiciaires
- Mention : Droit des Affaires

Licence en Economie et Gestion

- Mention : Comptabilité et Finances Personnelles
- Mention : Banque, Assurance et Finance

Master en Economie et Gestion

- Mention : Comptabilité, Contrôle et Audit
- Mention : Banque, Assurance et Finance

Licence en Sciences et Technologies

- Mention : Maths, Informatique Physique Chimie
- Mention : Science de la Terre et Environnement
- Mention : Hygiène, Sécurité et Environnement

FORMATION CONTINUE

FORMATIONS DE COURTE DUREE (9 MOIS MAXIMUM) OUVERTES AUX TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVE.

- Diplôme d'Etudes Supérieures en Administration Economique et Sociale
- Diplôme d'Etudes en Administration Financière et Sociale

Adresse : Quartier de Libaire, Section 1, Parcelle 1031V (Quartier Tricentenaire UAP), voir au fond de la première rue à droite après le 104th)
Coordonnées :
Service de la Scolarité : (242) 05 551 96 11 / 05 551 96 45
BP : 184 Brazzaville Congo
Email : universite@uibzaville.fr
N° du compte bancaire : 30012 04201 1010000001/90
 Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) Brazzaville-Congo

DOSSIER D'INSCRIPTION EN PREMIERE ANNEE DE LICENCE :

- Attestation de Baccalauréat ou diplôme équivalent photocopie et certifiée conforme à l'original
- Relevé des notes du Baccalauréat
- Extrait d'acte de naissance
- Une photo format identité

DATE D'INSCRIPTION : Dès maintenant

DEBUT DES COURS : Lundi 7 octobre 2013 à 8h

N.B. : Les mentions sont organisées sous réserve que les seuils d'ouverture soient atteints (10 étudiants et plus)

CARNAVAL DE BARRANQUILLA DE COLOMBIE 2013

PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL CONGOLAIS AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de l'intégration culturelle internationale entre le Congo et la Colombie, nous vous invitons à participer au cycle de Conférences qui se tiendra à l'Auditorium du Ministère des Affaires Étrangères du Mercredi 09 au Vendredi 11 octobre 2013 à partir de 9h 30mn avec la participation des Conférenciers Colombiens : Dr. Manuel Rodriguez Becerra Ex-Ministre de l'environnement, et Dr. Martha Luz Machado Sociologue qui se joindront aux éminents conférenciers Congolais.

THÈME :
LA CULTURE COMME 4^{ème} PILIER DU DEVELOPPEMENT DURABLE



Dr. Manuel Rodriguez Becerra
Ex-Ministre de l'environnement



Sociologue: Dr Martha LUZ MACHADO

Appui Institutionnel

Madame Antoinette SASSOU NGUESSO Première Dame de la République du Congo et marraine de cette activité culturelle.
Remerciements obligatoires: Ministère des Affaires Étrangères.



1^{ère} Fois au Congo

CARNAVAL DE BARRANQUILLA DE COLOMBIE

EVENEMENT CULTUREL

Patrimoine Oral et Intangible de l'Humanité Déclaré par l'UNESCO

PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL CONGOLAIS AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Nous vous invitons à venir nombreux découvrir le spectacle que vous offre le Carnaval DE BARRANQUILLA DE COLOMBIE déclaré par l'UNESCO Patrimoine Oral et Intangible de l'Humanité dans l'Amérique Latine. Dans le but de soutenir l'Institution EPHATA (les Petits Sourds Muets du Congo). Avec la participation des BANTOUS DE LA CAPITALE, KEBEN et son Groupe, LE BALLET DES ENFANTS D'EPHATA.

Venez nombreux acheter votre Ticket au Palais des Congrès !

Appui Institutionnel

Madame Antoinette SASSOU NGUESSO Première Dame de la République du Congo et marraine de cette activité culturelle.
Remerciements obligatoires: Ministère des Affaires Étrangères.



Lieu: Palais des Congrès
Date: Mercredi 9 Octobre 2013
Heure: 19 heures

ASSURANCES GENERALES DU CONGO






A.G.C.S.A

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

WWW.AGCCONGO.COM

HAKUNA MATATA!

NÉCROLOGIE

Les familles Moé - Tchapi et Sambou vous annoncent le décès brutal de leur fille, nièce et tante Mlle Mireille Clémentine Makosso - Tchapi « Miss Tchapi ». décès survenue ce lundi, 30 septembre 2013 à Tours (France). La veillée a lieu au numéro 449 avenue de l'indépendance Tié-Tié (à côté de la pharmacie Étoile).

Le programme se présente comme suit :

Jeu 3 première veillée à Tours ; vendredi 4 à 10h45 mise en bière et présentation de la dépouille à la famille, amis et connaissances à la morgue du CHU de Bretonneau à 11h30 départ de la dépouille pour l'aéroport Paris CDG, à partir de 18h00 dernière veillée toujours à Tours (France) ; samedi 5 départ de la famille pour Pointe-Noire. Lundi 7, à 6h00 arrivée de la dépouille à l'aéroport Agostino Neto de Pointe-Noire par le vol air France. 8h00 dépôts de la dépouille à la morgue municipale de pointe-noire. la date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

Que notre maman mira repose en paix
Contact info : 0033635433415 / 002425530098 / 002425594822 / 002426674235



IN MEMORIAM

En mémoire de la disparition du Dr Paul Nziamboudi, cela fait dix ans depuis qu'il a quitté cette terre (18 septembre 2003 - 18 septembre 2013). Pour son repos éternel, la veuve et les enfants se retrouvent le dimanche 6 octobre 2013, à la messe de 11 heures, en l'église Saint Pierre Claver de Bacongo, à Brazzaville.

Sa sympathie reste encore vivante dans la mémoire de certains. Que ceux qui l'ont connu trouvent, ici, l'expression de notre profonde gratitude.



NORD-KIVU

Deux cents familles rwandaises s'installent dans la zone contrôlée par le M23

À en croire la société civile du Nord-Kivu, le M23 se livrerait pour l'instant au recensement des maisons et champs dont les propriétaires sont en fuite à cause de la guerre pour les confier à ces rwandais venus de la Tanzanie.

Les autochtones de la province du Nord-Kivu, précisément ceux habitant Chengerero aux confins du Rwanda et de l'Ouganda en territoire de Rusthuru (Nord-Kivu), côtoient depuis le dernier week-end, près de deux cents familles nouvellement installées dans leur localité. Ils s'en plaignent déjà d'autant plus qu'ils n'arrivent pas à identifier ces hommes et ces femmes dont on dit, sans trop de précision, être des réfugiés rwandais. À peine qu'ils ont franchi le territoire congolais, les deux cents familles se sont immédiatement établies dans la zone contrôlée par la rébellion du M23 au grand dam des autochtones.

D'après des sources locales, le M23 empêcherait tout contact avec ces familles installées dans le camp de lépreux de Chengerero. « Nous avons eu peur de les identifier parce que les militaires M23 étaient tout autour du camp », a confié à l'AFP un activiste des droits de l'homme qui aurait, sans succès, tenté une incursion dans les périmètres où campent les familles concernées. En tout cas, les avis divergent quant à l'identité de nouveaux venus. Pour le M23, « ce sont des familles de tutsis congolais qui avaient fui » les persécutions dont elles étaient victimes au Nord-Kivu pour se réfugier au Rwanda. Une thèse que refuse d'avaliser la société civile du Nord-Kivu pour qui il s'agit là des réfugiés rwandais venus de Gikongoro, au Rwanda après leur refoulement de la Tanzanie début août. Appuyant cette assertion, le gouverneur du Nord-



Un camp des réfugiés rwandais expulsés de la Tanzanie

Kivu Julien Paluku précise pour sa part que ces familles rwandaises étaient en situation irrégulière en Tanzanie d'où elles étaient chassées dans la foulée de la tension

ayant envenimé sous peu les rapports diplomatiques entre Dodoma et Kigali. Pour les autochtones du Nord-Kivu, il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'il s'agit des familles

rwandaises qui n'ont d'autre motivation que de s'installer en terre congolaise au nom de l'expansionnisme qui sous-tend l'action du pouvoir de Kigali. C'est dans cette optique, soutient un communiqué de la société civile du Nord-Kivu, que le M23 procède actuellement au recensement des maisons et des champs dont les propriétaires sont en fuite à cause de la guerre. D'après cette source, l'objectif visé est de confier ces espaces demeurés vacants à ces rwandais venus de la Tanzanie. Il appartient donc aux autorités administratives du pays de veiller au grain pour ne pas cautionner une nouvelle colonie de peuplement au Nord-Kivu à l'instar de celle de 1994 opérée sous le mandat des Nations unies dans le cadre de l'opération turquoise aujourd'hui devenue source d'instabilité pour l'est de la RDC.

Alain Diasso

FFJ dénonce des cas d'enlèvements, des menaces des journalistes et des cambriolages des médias

Ces actes seraient orchestrés par des hommes en armes.

L'organisation de défense et de promotion de la liberté de la presse, Freedom for journalist (FFJ), a fermement condamné le cambriolage, dans la nuit du 25 au jeudi 26 septembre, de La voix de Kirumba, une station émettant à Kirumba, à cent cinquante kilomètres de Goma, au Nord-Kivu.

Selon le correspondant local de cette ONG, « ces malfaiteurs, jusque-là non identifiés, ont emporté avec eux tous les matériels de la radio, comprenant un émetteur, un mixeur, un lecteur MP3, etc. ». Des habitants des environs de cette radio avaient déclaré avoir vu des hommes en armes en train de forcer les fenêtres du bâtiment qui abrite ce média avant d'en sortir avec des matériels transportés. « Tous les moyens sont bons pour faire taire le

journaliste ou tout autre média, l'on va de l'intimidation et, à l'extrême, à l'assassinat du journaliste ou, pour le média, au plasticage. FFJ prend au sérieux le cambriolage visiblement précurseur d'une action extrême. L'organisation tire la sonnette d'alarme et appelle les autorités locales à concourir au rétablissement de ce média et à établir les responsabilités aux fins d'engager des poursuites judiciaires contre les prédateurs de la liberté de la presse », a déclaré le directeur de FFJ, Désiré-Israël Kazadi.

Dans cette même cité, des journalistes de la Radio communautaire de Lubero Sud ont rapporté à FFJ que le directeur de cette radio, Jean Maliro, qui a joint FFJ, a indiqué que cette situation date de plus d'un mois. « La police reproche à notre radio d'avoir diffusé un message de la société civile appelant

la population à observer des journées mortes face à l'insécurité », a-t-il expliqué.

Le chargé d'assistance légale à FFJ, Me Nkashama, a décrié que les cas d'enlèvements des journalistes sont légion. À l'en croire, cela nécessiterait que les autorités s'y penchent. « Ceux qui posent ce genre d'actes tirent le pays par le bas et ont peur d'une presse réellement libre », a-t-il noté.

FFJ a également noté qu'à Kayina, citée située à sept kilomètres de Kirumba, le directeur de Congo One, une station communautaire émettant dans cette cité, Cléophas Muheruki, a été enlevé le 21 septembre.

Il a été retrouvé quatre jours après sa disparition, attaché à un arbre, les yeux bandés avec des blessures sur son corps.

Lucien Dianzenza

NON-VIOLENCE EN RDC

L'ONU prône un effort national

Pour le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, la communauté internationale ne devrait venir qu'en appoint aux efforts que la RDC aura à engager dans la dynamique de paix.

« Il n'y a pas de demi-violence, il ne doit donc pas y avoir de demi-mesure dans la lutte contre la violence. Mettre fin à la violence sous toutes ses formes et, en priorité, au terrorisme sexuel nécessite l'énergie de tous à chaque instant ». Ces propos sont du représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC. Ils ont été tenus le 2 octobre à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la non-violence décrétée le 15 juin 2007 par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. Pour le diplomate allemand Martin Kobler, la communauté internationale ne devrait venir qu'en appoint aux efforts que la

RDC aura à engager dans la dynamique de paix. Ceci implique, a-t-il déclaré, une participation de tous les Congolais, du gouvernement et de la communauté internationale. De la synergie ainsi dégagée, il sera plausible d'éradiquer la violence sous toutes ses formes en RDC. Il s'agit concrètement d'associer les Congolais dans certaines résolutions en rapport avec la paix dans leur pays. « Il ne s'agit pas pour la Monusco de prendre seule les actions qu'elle pense nécessaires ou bonnes pour la RDC », a pour sa part commenté le porte-parole de la Monusco au cours du point de presse hebdomadaire de cette institution. Même entendement de la part du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon qui, à l'occasion, a invité chacun des Congolais à pratiquer la non-violence au quotidien. « L'action destinée à mettre fin à cette violence peut commencer avec

chacun d'entre nous, à la maison, à l'école, au travail. La violence peut être contagieuse, mais le dialogue pacifique peut l'être également », a indiqué Ban Ki-moon. Et il ajoute : « Il faut de la détermination pour dire non à l'injustice, à la discrimination et à la brutalité et pour revendiquer le respect de la diversité et des droits de l'homme fondamentaux. Il faut du courage aussi pour renoncer au conflit et accepter la négociation pacifique. La non-violence a besoin, au sein des Nations, des communautés et des foyers, de porte-paroles soutenus par des gens courageux prêts à réclamer la paix, la liberté et l'équité ».

L'occasion était belle pour les deux responsables onusiens de réaffirmer l'engagement des Nations unies à accompagner la RDC dans la lutte contre la violence sous toutes ses formes.

A.D.

PARTENARIAT

Six millions de dollars pour le développement de l'INPP

L'enveloppe est la résultante d'un accord signé entre la structure congolaise et l'Agence française de développement (AFD).

L'Institut national de préparation professionnelle (INPP) et l'Agence française de développement (AFD) ont conclu, le 2 octobre, un accord de partenariat évalué à six millions de dollars américains.

Ces fonds serviront notamment à la construction de deux centres modernes de formation professionnelle à Matadi, dans le Bas Congo, à Bukavu et au Sud-Kivu. Les travaux desdits centres seront certainement, selon le directeur de l'AFD, Jean Christophe Maurin, achevés fin 2014.

Cette aide, a noté ce responsable, se situe dans le nombre d'apports de l'AFD en faveur de l'INPP. « L'AFD apporte aussi un appui immatériel en production intellectuelle, avec à la fois de l'assistance technique et financière. Elle soutient la direction de l'INPP dans l'amélioration de la qualité de formation, et l'informatisation de tous ses réseaux à travers le pays », a-t-il expliqué. L'opinion salue l'affluence toujours grandissante de partenaires aux portes de l'INPP. Cela serait motivé, selon des sources concordantes, par le sérieux mis dans la gestion de cette institution depuis quelque temps.

La nouvelle façon de travailler imprimée à l'INPP par son administrateur directeur général, Maurice Tshikuya, a permis de gagner la confiance de certains partenaires, comme l'Agence japonaise de développement (JICA), qui accompagne cette institution depuis plusieurs années déjà et dont l'apport est significatif dans le développement de cet institut et l'accom-

plissement de sa mission.

Dans le cadre de ce développement, l'INPP s'attelle notamment à opérationnaliser ses directions provinciales. Ces dernières devront aider la direction générale dans la formation des jeunes et dans leur accompagnement dans la vie professionnelle.

Au centre du développement des ressources humaines en RDC

Le législateur a notamment donné à l'INPP comme mission de participer au développement du pays, par la formation professionnelle. Cet institut permet, en effet, à ceux qui n'ont pas suivi le cursus scolaire normal, l'enseignement formel, d'être utilisés à la société, en acquérant une formation professionnelle. Il participe également au renforcement des capacités du personnel dans les différents domaines où il est actif. L'INPP, on en parle, a démontré sa capacité d'aider le gouvernement dans le cadre de la réalisation des Cinq chantiers de la République et la Révolution de la modernité dont l'emploi constitue un des objectifs majeurs.

L'institut a procédé par une stratégie qui met en œuvre des interventions ciblées à travers une volonté d'implantation effective dans toutes les provinces du pays en tenant compte de leurs spécificités, et en favorisant, par l'entrepreneuriat et la rénovation du tissu socio-économique, la création d'un marché local pour la consommation et le soutien à la production des industries nationales actuellement déficitaires.

L.D.

KINSHASA

Quatrième génération d'enfants dans les rues

Estimés à quarante mille sur l'étendue de la RDC, dont 14000 dans la ville capitale, les « enfants dits de la rue » représentent à n'en point douter une vraie bombe à retardement si rien n'est fait pour les réinsérer socialement.

Devant l'ampleur du phénomène, le gouvernement a sollicité et obtenu le soutien de la Banque mondiale (BM) pour y faire face. Aussi un projet « Enfants dits de la rue » (EDR) a-t-il été lancé à cet effet, et les résultats ont pu être évalués sur le terrain par les organisations des jeunes et la presse, au cours de la visite de plusieurs centres, le 2 octobre.

« Dans le portefeuille de la BM, il s'agit d'un petit projet financé à hauteur de dix millions de dollars américains. Si l'on compare avec les autres projets de la BM, c'est un petit projet. Mais il nous tient à cœur pour casser l'image de la BM comme une institution qui ne pense qu'à l'argent », a expliqué la chargée du projet EDR, Maurizia Tovo

Pour elle, ce projet est le premier du genre à se focaliser sur les enfants de la rue. « Sa réussite pourra encourager d'autres pays à l'adopter ». D'où l'intérêt porté sur l'aspect "communication". En effet, tout ne se résume pas qu'à dresser

les résultats, mais la complexité du projet réside au nécessaire changement de comportement pour venir à bout du phénomène. Le premier pas dans la rue, a-t-elle renchérit, commence justement par l'abandon de l'école. « Il faut absolument garder ces enfants à l'école pour éviter qu'ils ne terminent dans la rue ».

Le projet EDR a permis de lancer un nombre important d'activités. « Nous avons du recruter des organismes d'exécution partenaires qui sont en fait des ONG. Nous les amenons à assurer cette prise en charge sur plusieurs points, notamment l'hébergement, l'accompagnement psycho-social, l'accès aux soins de santé, l'accès à la scolarité et à l'apprentissage des métiers, l'alphabetisation mais aussi, et c'est le point culminant, le rétablissement des liens familiaux », a soutenu Robert Saya, le responsable des composantes du projet. Un service post-réunification est même mis en place pour gérer les cas de rechute, a-t-il ajouté.

La première escale a lieu au centre Elikya, sur le boulevard Lumumba. Selon la direction du centre, les jeunes filles présentes sur le site sont contactées depuis la rue. Celles qui acceptent, bénéficient

alors d'une prise en charge. Grâce à l'appui de la BM, il est observé une nette amélioration de la prise en charge de ces jeunes filles, et les effets se font ressentir sur le taux de scolarisation et la réduction de leur nombre dans la rue. La première promotion formée se retrouve actuellement en troisième année de graduat dans les universités du pays.

Dans le quartier Jamaïque, deuxième étape, il y a Mbongwana et BBS. Créé en 2001 à l'issue d'une rafle policière, le centre Mbongwana apporte son aide à l'enfance défavorisée. Ses locataires sont cette fois des garçons. Au départ, le centre a reçu 130 enfants, dont 80% d'entre eux ont pu rejoindre leurs familles. D'importants travaux de menuiserie et maçonnerie sont d'ailleurs visibles, l'œuvre des jeunes de la rue formés dans ces métiers. Au BBS, créé en 2007, l'on offre l'abri à une cinquantaine de jeunes filles, plus vulnérables. Il s'agit d'un centre semi-ouvert, les jeunes filles viennent et repartent. La capacité d'accueil est de cinquante filles par jour. Dans le mois, l'on arrive jusqu'à 300 jeunes filles.

En définitive, des efforts sont perceptibles, mais le plus grand espoir est de voir le gouvernement à travers le ministère des Affaires sociales et les autres ministères prendre effectivement la relève pour continuer une si belle oeuvre.

Quelques chiffres du projet EDR

Insertion de 2118 enfants de la rue et à risque, dont 572 filles dans le cursus scolaire

Accès de 1092 enfants de la rue et à risque, dont 3080 filles à l'éducation non formelle

Prise en charge de 7733 enfants de la rue, dont 3080 filles ayant bénéficié d'une prise en charge

Formation professionnelle de 441 enfants de la rue et à risque, dont 211 filles et 230 garçons

Laurent Essolomwa



Les responsables du comité des jeunes au Centre Elikya

LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ

Lancement d'un programme conjoint pour les victimes de violences basées sur le genre

Le Pnud veut ainsi consolider son engagement contre toutes les formes de violences basées sur le genre, en particulier les violences sexuelles.

Le gouvernement congolais d'une part et les agences du système des Nations unies de l'autre ont récemment lancé le « Programme conjoint de lutte contre l'impunité, d'appui aux victimes de violences basées sur le Genre et d'autonomisation des femmes à l'est de la République démocratique du Congo ». Ce vaste programme conjoint a comme principal objectif de contribuer à réduire durablement la prévalence des violences sexuelles en RDC. D'un montant de 18 millions de dollars américains, il est financé par le Canada dans les provinces du Nord et Sud-

Kivu, en Ituri et au Bas-Uélé, en Équateur, au Bandundu et à Kinshasa pour une durée de cinq ans. Les objectifs spécifiques de ce programme qui s'inscrit en harmonie avec la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelle ont trait à la lutte contre l'impunité, à la prévention et la sensibilisation basées sur une stratégie de communication pour les changements de comportement, la prise en charge psycho-médicale et la réinsertion socioéconomique des victimes et survivantes des violences basées sur le genre. Le Pnud veut ainsi consolider son engagement indéfectible contre toutes les formes de violences basées sur le genre, les violences sexuelles en particulier.

Pour le compte du gouvernement

congolais, le ministère du Genre, de la famille et de l'enfant ainsi que le ministère de la Justice et des droits humains assureront la tutelle du programme conjoint. Le ministère du Genre assurera la coordination gouvernementale aux niveaux national et provincial. Quant au Pnud et au Fnuap, ils seront responsables de la programmation et de la gestion des fonds. L'Unesco, le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits humains et la FAO agiront comme partenaires opérationnels dans l'exécution des activités. Sur le terrain, ministères et divisions provinciales, ONG nationales et internationales, universités congolaises et établissements scolaires seront les partenaires de mise en oeuvre.

Jeannot Kayuba

KASAÏ-OCCIDENTAL

Des viols sur des mineures

Les violences sexuelles faites aux femmes et aux jeunes filles se vivent au quotidien en RDC alors qu'il y a quelques années, seules les provinces de l'Est venaient en premier lieu à cause des guerres et les hommes en uniforme étaient les principaux auteurs de ces actes.

Le fléau mine aujourd'hui toutes les onze provinces du pays. Même en temps de paix, on déplore des cas de violences sexuelles sur les femmes et les jeunes filles. Selon le responsable du bureau international catholique pour l'enfance (BICE), Émile Omandeke, plus de vingt-cinq cas de viols sur mineures ont été enregistrés aux mois d'août et septembre de l'année en cours dans la ville de Tshikapa dans la province du Kasai-occidental.

Plusieurs facteurs, a-t-il indiqué au cours d'un point de presse, sont à la base de ces violences. À ce sujet, il cite notamment la promiscuité, la négligence des parents, la pauvreté. À cela, s'ajoutent certaines pratiques culturelles qui sont enracinées dans la communauté. Le responsable du bureau international catholique pour l'enfance a, par ailleurs, révélé qu'un policier et un agent de renseignement viennent d'être accusés de viol sur des enfants âgées de 14 et 15 ans. Ci-

tant les sources policières, Émile Omandeke note que les deux hommes sont actuellement sous le verrou.

Dans la ville de Tshikapa, des violences sexuelles sont devenues un vécu quotidien. À en croire, le président du tribunal de paix de Tshikapa sur seize dossiers des enfants en conflit avec la loi reçus au tribunal en août dernier, onze ont été identifiés comme des cas des viols. « Au mois de septembre, le tribunal a noté seize cas de viol sur vingt et un dossiers », fait-il savoir.

L'ampleur que prend ce phénomène inquiète plus d'un. C'est pourquoi Émile Omandeke lance un appel à l'Unicef pour que cette agence onusienne puisse multiplier les campagnes de sensibilisation de la communauté pour que celle-ci s'implique afin de mettre un terme à ce fléau qui constitue ni plus ni moins une violation flagrante des droits de la femme. La RDC ayant signé plusieurs instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux portant protection de la femme est donc appelée à mettre en place un dispositif pour la mise en application de toutes ces lois pour endiguer ces violences sexuelles tant décriées et qui ternissent l'image du pays.

Aline Nzuzi

SCTP

Tito Umba annonce l'arrivée très prochaine de nouvelles locomotives

L'arrivée de ce charroi à Kinshasa permettra de soulager les usagers du transport en commun qui éprouvent des difficultés pour leur déplacement.

Devant la presse, le 2 octobre, l'administrateur-directeur délégué de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP), Tito Umba di Malanda a donné des assurances quant à l'arrivée très prochaine de nouvelles locomotives à Kinshasa, sans toutefois indiquer le pays d'origine de ces engins, ni le coût total de la commande. « Ces locomotives seront prêtes d'ici la fin du mois en cours, à l'usine où elles son en train d'être montées. Il faudra alors trouver des navires à bord desquelles il faudra les charger et capables de les décharger à Matadi », a-t-il déclaré, tout en précisant que ces locomotives seront mises au service du trafic urbain dans la ville-province de Kinshasa. Pour le numéro un de la SCTP, le charroi attendu accroîtra le taux de disponibilité des engins pour

l'exploitation du tronçon Gare centrale-Kintambo Magasin. L'occasion pour lui de faire part à la presse de la réalisation des travaux de remise en état des voies ferrées sur ce tronçon, à savoir les caniveaux et les murs de soutènement. Ce sont des travaux qui sont exécutés par le personnel de la SCTP sur financement du gouvernement. Il y a lieu de souligner que la commande passée par le gouvernement pour l'acquisition de nouvelles locomotives est en train de porter ses fruits. Il y a quelques mois déjà, onze locomotives ont été livrées à la province du Katanga. Une fois à Kinshasa, les kinois pourront éviter le spectacle désolant auquel ils sont contraints d'y participer tous les jours : la difficulté d'avoir un transport pour se rendre à son lieu de travail ou de commerce. Coup de chapeau aux gouvernements central et provincial qui ont déjà mis à la disposition des kinois respectivement les bus Transco et Transkin.

Gypsie Oïssa Tambwe

FÊTES WALLONIE-BRUXELLES

Les artistes sélectionnés aux Jeux de la Francophonie en spectacle

L'ambiance, c'est ce qui manquait le moins à la soirée du 27 septembre agrémentée par le chanteur Moli, les danseurs d'Artcon, les marionnettistes d'ABC Chocolat show et le jongleur Hussein Dondja, dans les jardins de la résidence de la déléguée Kathryn Brahy.

L'interprétation des hymnes nationaux congolais et belge offerte par l'Institut national des arts (INA) dans les langues nationales respectives des deux Nations amies avait donné le ton de la soirée sur le signe du respect de toutes leurs diversités. Le propos de la Kathryn Brahy s'est révélé un véritable hommage à la culture. Et les prestations respectives des danseurs d'Artcon, les marionnettistes et le jongleur Hussein Dondja qui prenaient grand plaisir à se faufiler parmi ses convives, le peintre Enkobo, le photographe Moïse Kintenge, l'artiste écologique Rek Kandol ainsi que la musique servie par Moli et son orchestre l'ont bien ponctué.

D'entrée de jeu, la déléguée a salué le dynamique partenariat avec la RDC, se réjouissant ici de l'ouver-

ture, à Lubumbashi, du bureau de représentation de la Région Wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles. Chargé de sa direction, le conseiller Fabrice Sprimont, a-t-elle indiqué à l'occasion, en compagnie des partenaires locaux communiait au même événement du 27 septembre. « Ils ont eux aussi leur fête Wallonie-Bruxelles au bâtiment du 30 juin », a-t-elle dit.

Kathryn Brahy a tout aussi jugé propice le cadre de la manifestation de vendredi dernier pour souligner, s'adressant à ses hôtes dont l'ambassadeur de RDC en Belgique, Henri Mova Sakanyi, : « Il se passe aussi de belles choses porteuses d'espoir dans votre pays ». Et Kathryn Brahy d'ajouter ici, non sans exaltation : « Avec nos collègues de l'Apefe nous sommes fiers et heureux de les soutenir et nous continuerons ! ». Quitte à livrer au passage son souhait quant à la tenue prochaine de l'événement de Goma. Et elle a remercié le foyer culturel de Goma et plus particulièrement Lexxus Legal pour son attachement au projet au travers du « concert Amani de solidarité avec la population de l'Est » offert le

31 août, tenu pour un heureux prélude au festival Amani prévu pour début 2014 à Goma.

Un clin d'œil sympathique à l'organisation de la rencontre internationale des personnes albinos par la Fondation Mwimba Texas, ONG initiée par le catcheur dont il porte le nom. Texas à qui Kathryn Brahy a dit merci pour ce faire. Retour à la culture avec cette pensée pour l'« extraordinaire caravane annuelle de cinéma dans le Sankuru » et le « magnifique festival de Gungu ». L'occasion d'applaudir le cinéaste Jean-Michel Kibushi et le Dr Denis Mukwege pour le « dynamique centre d'écoute et d'accompagnement psychologique de Bukavu ».

Registre éducation

Dans le registre éducation, la déléguée Wallonie-Bruxelles a rappelé avec joie « ces formations à distance des instituteurs dans les espaces numériques de Likasi et de Kolwezi » en remerciant le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel. Puis elle a dit un mot tout particulier pour le « Centre de documentation pour l'enseignement supérieur, universitaire et

la recherche (le Cededurk) et le Centre Agrovétérinaire (le Cavtk) qui fêtent plus de 10 ans de fiers services en partenariat avec les universités francophones ». Elle a salué « la présence du Pr Pascale Picron de l'université de Liège-Gembloux ». Ce, pour clore le chapitre à l'évocation des partenariats multiples, a-t-elle souligné : « Entre votre Académie des beaux-arts et votre Institut national des arts avec les académies de Tournai, Mons, le Conservatoire de Liège et l'AKDT de Libramont » et elle a salué également la présence de cinq de ses professeurs. Kathryn Brahy a tout aussi dit sa pensée pour les « incubateurs d'entreprises qui marchent à Mbanza Ngungu, Lubumbashi et bientôt à Kisangani » grâce au concours de Val Masamba d'IF entrepreneuriat et pour « la publication du 4e rapport fiable des données énergétiques en RDC » que la présence du partenaire wallon Philippe Constant rendait plus vive.

Et de clore son allocution sur l'actualité sociopolitique nationale de l'heure, Kathryn Brahy s'est désolée que : « Comme la RTNC nous le rappelle tous les jours nous sommes au 541^e jour d'agression de la RDC

et sans compter toutes ces années... C'est insupportable depuis beaucoup trop longtemps ». Quitte ici à signifier tout de même son ravissement : « Nous sommes heureux du soutien enfin unanime et enfin concret qu'a enfin obtenu la RDC ». Et de poursuivre sur cette note d'appréciation : « Nous nous réjouissons de l'initiative du Chef de l'Etat de libérer les prisonniers. Nous pensons beaucoup à eux, particulièrement à nos amis Firmin Yangambi, Eric Kikunda, Pierre Jacques Chalupa et Kanku Mukendi. Ces libérations prouveront la volonté de respecter les promesses, les accords, la Constitution et donc permettront à tous ceux qui le souhaitent, et nous sommes nombreux, de renforcer encore nos relations ». Le mot, mieux la phrase finale, était porteuse d'une déclaration à fortes connotations amicales : « Bien chers amis, dans mon pays on dit que l'Union fait la Force. J'ai la chance de vivre de votre pays où l'Union fait le Congo. En ces temps de négociations et de concertations, du fond du cœur bonne chance au Congo ! que vive enfin la paix ».

Nioni Masela

DIVISION 1-TIRAGE AU SORT

La Linafoot a réparti les clubs en deux poules

À l'issue du tirage au sort, les seize clubs du championnat national ont été regroupés en deux poules de huit équipes. Mazembe et V.Club sont les têtes de séries. La phase qualificative démarre le 6 octobre alors que le coup d'envoi de la phase finale de la Division 1 est maintenu au 26 octobre.

La Ligue nationale de football (Linafoot) a procédé le 2 octobre en son siège à Kinshasa au tirage au sort des clubs prenant part à la 19e édition du championnat national de football, Division 1. Notons que deux clubs ont été désignés têtes de séries, le champion du Congo en titre TP Mazembe de Lubumbashi et le vice-champion de la RDC, AS V.Club. À l'issue du tirage des seize clubs, le groupe A domicilié à Lubumbashi est constitué du TP Mazembe, du FC Saint-Éloi Lupopo, du CS Don Bosco, trois clubs de la capitale congolaise du cuivre.

Il y a également dans ce groupe A, le Tout capable Elima de Matadi (province du Bas-Congo), le CS Makiso de Kisangani (province orientale), l'AS Dauphins noirs de Goma (province du Nord-Kivu) et le vainqueur de la 49e Coupe du Congo de football, FC MK Étanchéité (Kinshasa) et le club qui se qualifierait sur le site de Kindu au terme de la phase qualificative. Signalons que le FC Saint-Éloi Lu-



popo avait déclaré son retrait du championnat national au lendemain des élections à la Linafoot, n'ayant pas apprécié la déféstration de l'ancien président Guibert Yav Tshibal de cette entité sub-déléguée de la Fédération congolaise de football association (Fécifa). Mais les Cheminots sont tout de même repris dans le groupe A de Lubumbashi. L'on attend voir l'évolution de la situation. Peut-être les dirigeants du team bleu et or du Katanga vont-ils abroger sur leur retrait.

Le groupe B logé à Kinshasa se compose de l'AS V.Club, du Daring Club Motema Pembe (DCMP), de Rojolu, trois clubs de Kinshasa, de

Sanga Balende de Mbuji-Mayi (province du Kasai oriental), de l'US Tshinkunku de Kananga (province du Kasai occidental), de l'OC Muungano de Bukavu (province du Sud-Kivu), et des clubs qui sortiront de la phase qualificative sur les sites de Mbandaka dans la province de l'Équateur et de Kananga au Kasai occidental.

Notons que ce tirage au sort a été reporté du 29 septembre au 2 octobre parce que le comité de gestion de l'instance organisatrice du championnat national présidé par le nouveau président élu, Simon Kayoyo, n'avait pas encore fini d'étudier le processus du tirage au sort. Le coup d'envoi de la phase qualificative pour les clubs champions de leurs provinces respectives est prévu pour le 6 octobre sur les trois sites, Mbandaka, Kananga et Kindu dans la province du Maniema. Trois équipes composeront leurs tickets pour la phase finale du 19e championnat national dont le début est maintenu au 26 octobre. Les huit équipes s'affronteront en aller et retour dans leurs groupes respectifs. Il y aura donc quatorze journées. Les deux premiers de chaque groupe poursuivront la deuxième phase du tour final dans un championnat en aller et retour. Les autres clubs restants seront reversés à la Coupe du Congo de football.

Martin Enyimo

BAD

Un appel à capitaux au profit du Fonds Africa 50

Lancée conjointement avec la Fondation Made in Africa, l'opération a pour objectif de réduire le délai de réalisation des projets infrastructurels en Afrique.

Le lancement de cet appel conjoint à capitaux est donc l'aboutissement d'initiatives lancées sur les marchés par la Banque africaine de développement (BAD), conjointement avec la Fondation Made in Africa. Il vise à réunir des fonds au profit d'AFRICA 50, le véhicule de financement infrastructure africain le plus important.

Dans un communiqué, la BAD qui indique que cette opération est le fruit d'une solide expérience et d'un esprit d'innovation, a canalisé plus de 5,4 milliards de dollars EU vers des projets d'infrastructure cruciaux en Afrique, grâce à des financements provenant du secteur privé et de partenariats public-privé.

En effet, Africa 50 aura deux volets, à savoir le développement de projets et le financement de projets. Le président de la BAD, Donald Kaberuka estime qu'il faut activer la préparation et l'élaboration de projets pour accélérer le déploiement d'investissements infrastructurels en Afrique. « L'objectif critique est d'abrèger le délai entre l'idée et la clôture financière, dont la durée moyenne actuelle est de sept ans, pour le réduire à moins de trois mois », a-t-il précisé.

Cependant, bien que les projets dans les infrastructures en Afrique attirent de plus en plus l'attention des investisseurs internationaux, avoue le chef d'équipe à Africa 50, Tas Anvari-pour, le nombre de projets infrastructurels économiquement intéressants qui sont présentés au marché demeure insuffisant, même s'ils offrent un excellent moyen de diversifier les portefeuilles et dégagent des rendements stables sur le long terme supérieurs à la moyenne. Pour information, l'alliance conclue entre la BAD et la MIAF a été lancée officiellement le 26 septembre 2013, au marché boursier NASDAQ.

Gypsie Oïssa Tambwe

BRÉSIL

Plus de 600 visiteurs à l'Exposition Kiebé-Kiebé

Ouverte le 9 septembre à Salvador de Bahia, au Brésil, l'exposition Kiebé-Kiebé ne cesse de susciter la curiosité et l'admiration des Brésiliens par sa beauté, son décor et la sensibilité qu'elle exprime. Venu des départements des Plateaux, de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest, le Kiebé-Kiebé, une danse initiatique pratiquée au nord de la République du Congo, est l'objet d'une collection du Musée-Galerie du Bassin du Congo.

De nombreuses écoles, des collèges et facultés se bousculent pour la découvrir. Au total, cinquante élèves de l'école Sao Francisco, soixante élèves du complexe Menina Jésus, trente-trois d'Estadual Juracy Magalhaes Junior, trente et un collégiens de Sagrado Coracao de Jésus et seize étudiants de la faculté Visconde de Cairu se sont lancés à sa découverte.

En moins d'un mois, l'exposition Kiebé-Kiebé a reçu près de six cents visiteurs brésiliens et d'ailleurs.

Rosalie Bindika

MUSIQUE

Le témoignage de Kazis Kinouani Nzenzé sur Jacques Loubelo

Compagnon de Jacques Loubelo à la création du groupe Les Cheveux crépus, pendant leur exil en Europe, Kazis Kinouani Nzenzé témoigne sur celui qui fut son ami et frère durant près d'un demi-siècle.

Malgré le chagrin qui l'accable après la mort de Jacques Loubelo, le 25 septembre dernier à Brazzaville, Kazis Kinouani Nzenzé, le cœur gros, a livré ses impressions sur la vie et le parcours musical de l'icône congolaise de la chanson à texte. « *Le groupe Les Cheveux crépus a été créé en 1964 au mbongui Eugène-Kakou, à Bacongo, au cours d'une soirée qui a rapporté à la trésorerie du bar 14 700 FCFA pour des billets d'entrée vendus au guichet à 100 et 50 FCFA. Jacques Loubelo, Maxime Kibongui, Rémi Mouninguissa, Kinouani Kazis et Massamba de Coster sont les créateurs du groupe qui va se produire dans presque tous les grands bars de la place en récoltant à chaque sortie un grand succès.* »

En dépit de leur succès, Rémi Mouninguissa quitte le groupe et sera remplacé par Propser Nkouri. À la veille de leur voyage au Cameroun, en 1969, Sammy Massamba le rejoint. « *À bord du dernier bateau Mermoz, nous sommes allés au Cameroun où le groupe a fait un*



Les Cheveux crépus en 1964 avec, de gauche à droite, Massamba de Coster, Kinouani Kazis, Jacques Loubelo, Prosper Nkouri, Maxime Kibongui

succès. Ce qui nous a permis de préparer notre voyage pour la France », se souvient Kazis Kinouani. Selon lui, Jacques Loubelo restera le grand compositeur des Cheveux crépus puisque 80% de leurs chansons étaient composés par lui. Sa facilité à écrire les textes, mais aussi à les mettre en musique le distinguait des autres musiciens du groupe. *Nao Tseta, Mpasi zo, Siku mudia, Zingilozi, Tata magori, Ntima luaka*, ces tubes résonnent encore dans la tête des Congolais comme des merveilles du passé mais aussi comme des chansons cultes, tel

Congo, un chef-d'œuvre musical, mais aussi un hymne à la paix et à la réconciliation nationale. « *La chanson Congo a été composée en 1965 lors de la semaine culturelle initiée à l'époque par le Mouvement national de la Révolution (MNR), qui avait demandé aux groupes vocaux et aux orchestres de composer des chansons révolutionnaires. Je suis persuadé que si tous les Congolais avaient intériorisé les sages conseils empreints de patriotisme véhiculés par cette chanson, le Congo n'aurait pas connu ce que nous avons tous dé-*

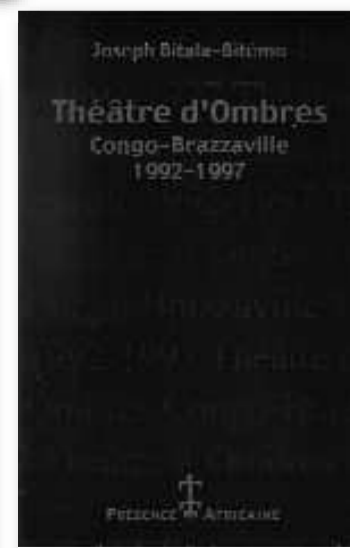
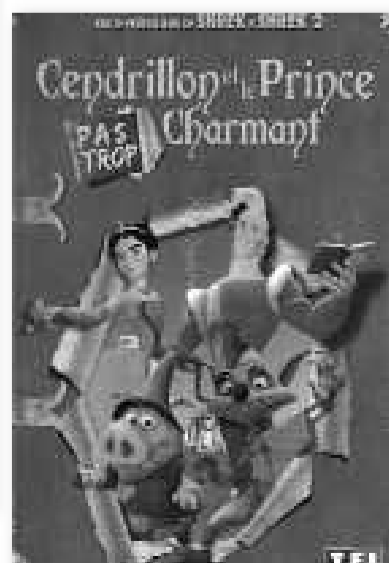
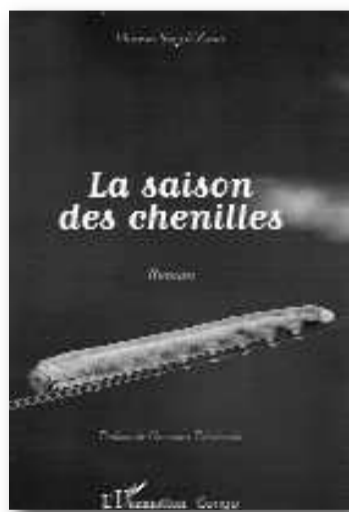
ploré : la bêtise humaine », ajoute Kazis.

Après la France, Jacques Loubelo est allé, dans les années 1970, en Suisse où il a décroché un contrat. Cela n'a pas empêché le groupe de se retrouver de temps en temps malgré l'éloignement de plusieurs éléments, imposé par les réalités françaises. Massamba de Coster est allé aux États-Unis, Prosper Nkouri a rejoint Jacques Loubelo en Suisse. Revenu définitivement au pays dans les années 2000, Jacques Loubelo va égarer le public de Brazzaville et Pointe-Noire, la ville qui l'a pratiquement adopté lors des différentes éditions du festival de musique de recherche N'sangu Ndj-Ndji.

Jacques Loubelo, dit Rossignol, son pseudonyme d'enfance à cause de la pureté de sa voix, disparaît avec un riche répertoire qui n'a jamais été gravé sur un support discographique. « *Après 1984, année où il a enregistré son dernier album, il n'est plus entré en studio pour un quelconque enregistrement. Je lui ai demandé à maintes reprises d'enregistrer d'autres albums, il ne l'a pas fait jusqu'au jour où la mort est venue le faucher à 74 ans* », regrette Kazis Kinouani Nzenzé.

Hervé Brice Mampouya

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



LITTÉRATURE

« Une maladie incurable, ce n'est pas la fin du monde »

C'est le titre de la première publication du jeune Sisto Caryl Obondoko Ellangui. Ce livre paru déjà en France est présenté au début de la semaine aux Congolais et étrangers vivant à Pointe-Noire.



Ce roman autobiographique, composé de cent neuf pages réparties en dix-neuf chapitres, relate l'histoire d'un Congolais d'une vingtaine d'années nommé Sisto Caryl Obondoko Ellangui qui découvre un jour, après une consultation médicale, qu'il est atteint d'un cancer du sang. Les pronostics sur une éventuelle guérison sont très sombres. Cette nouvelle l'affecte très profondément : elle le conduit à la recherche de Dieu, qui se traduira par une guérison miraculeuse de sa maladie.

Au quinzième chapitre — La découverte de Dieu —, l'auteur parle

de la relation entre Dieu et les hommes pour résoudre les multiples problèmes qu'ils rencontrent sur terre, et notamment de la guérison divine. L'auteur reconnaît les avancées de la médecine pour le traitement des maladies très pénibles, mais n'exclut pas l'apport de Dieu pour la guérison de toute maladie humaine.

La maladie en question, c'est le cancer du sang dont l'auteur a constaté qu'il avait commencé sur son lieu de travail et qui, à ses débuts, a été assimilé à un cas de malaria en attendant d'autres examens médicaux. C'est donc tardivement qu'il découvre avec sa famille qu'il s'agissait d'une leucémie. Une maladie qui se manifeste par la présence d'un nombre anormal de globules blancs dans le sang.

Par ailleurs, l'auteur parle de son hospitalisation et d'autres événements de sa vie en rapport avec cette maladie qui commençait à le torturer moralement. Il relate la douleur des examens médicaux, l'assistance qu'il reçoit de sa famille et de sa fiancée, de la peur d'une absence prolongée à son travail, des conditions de son évacuation en Afrique du Sud, de ses relations avec le corps médical et les autres patients.

Fortement attaché à une conviction divine, Ellangui exprime aussi dans cet ouvrage le soutien de son entreprise, de sa famille et de sa fiancée qui l'ont reconforté.

De nationalité congolaise, le jeune auteur est né le 21 avril 1980. Il est le président fondateur de l'Association de soutien aux orphelins du Congo.

Faustin Akono et Séverin Ibara

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE 1

La Mancha réalise un exploit en battant SMO : 2-1

L'équipe ponténégrine a fait preuve d'un mental de fer pour venir à bout de Saint-Michel de Ouenzé 2-1 alors que personne ne la donnait victorieuse au coup d'envoi.

Saint-Michel de Ouenzé (SMO) contre La Mancha était la deuxième affiche des rencontres de la 26^e journée qui se sont jouées le 2 octobre à Brazzaville. À quarante minutes de la rencontre, La Mancha se trouvait encore à Pointe-Noire alors que les joueurs de SMO s'échauffaient au stade Alphonse-Massamba-Débat avec, à l'esprit, l'idée de l'emporter par forfait. Dans le temps additionnel de la première rencontre, l'un des dirigeants du club de Pointe-Noire arrivait pour confirmer que l'équipe était à l'aéroport de Brazzaville. L'hypothèse du forfait était donc écartée. Selon certains arbitres consultés, le forfait ne peut être déclaré que lorsqu'une équipe ne se présente pas quinze minutes après le coup d'envoi. Or, La Mancha est arrivée dans

cette fourchette. Seulement, les joueurs de La Mancha sont arrivés en rangs dispersés. Huit joueurs n'avaient pas d'équipements et étaient contraints d'emprunter les maillots de l'ASP, un club de la ville océane qui venait de livrer le premier match contre la JST.

C'est ainsi que La Mancha montait sur le terrain avec une infériorité numérique : sept joueurs de champ et un gardien. Autrement, un banc de touche dégarni puisque l'entraîneur n'est arrivé qu'à la 26^e minute de la rencontre. C'est jouable, a souligné le 4^e arbitre : « En deçà de huit joueurs, l'équipe aurait écopé d'un forfait ». Sur le plan technique, La Mancha s'exposait à des risques de blessures, n'ayant pas eu le temps de s'échauffer. Pire encore, le médecin du club n'était pas présent.

À propos du match...

Les dix premières minutes ont été profitables à SMO. L'équipe a su pro-

fiter de sa supériorité numérique pour ouvrir le score à la 7^e minute, grâce à Yann Mokombo. Mais La Mancha a été rejointe par trois autres joueurs qui ont, un à un, rejoint l'aire de jeu, rétablissant l'équilibre. Soit : onze contre onze à la 29^e minute. Dopés par l'arrivée des leurs, les Ponténégrins n'ont pas hésité d'égaliser à la 33^e minute grâce à Gaël Mouanda.

Au final, La Mancha arrachait la victoire dans les dernières minutes, sur une frappe de Ngandzali. L'addition aurait pu être lourde si le premier buteur de l'équipe n'avait pas vu la barre transversale renvoyer l'une de ses frappes. SMO enregistre ainsi sa deuxième défaite consécutive après avoir été battu lors de la 25^e journée 1-0 par US Saint-Pierre, dernier au classement. Visiblement, SMO n'y arrive plus et La Mancha a renvoyé le club à la réflexion.

James Golden Eloué
et Rominique Nerplat Makaya

COOPÉRATION

La société ENI s'engage dans les projets culturels au Congo

Luca Cosentino, directeur général de la société ENI-Congo l'a annoncé à l'issue de l'audience que lui a accordée le ministre de la Culture et des arts, Jean-Claude Gakosso, ce 3 octobre à Brazzaville.

Les projets culturels que la société ENI-Congo va entamer dans les prochains mois au Congo avaient déjà fait l'objet de discussions entre Jean-Claude Gakosso et Luca Cosentino.

« Nous passons bientôt dans la phase de réalisation de ces projets. Avec le ministre de la Culture et des arts, nous avons donc échangé sur la meilleure façon de



Luca Cosentino répondant à la presse

commencer ces projets qui concernent les trois zones du Congo, à savoir le sud, le centre et le nord. L'idée est de pouvoir démarrer dans les meilleurs délais », a déclaré Luca Cosentino.

Notons que ces projets culturels qui sont toujours en phase de définition ciblent la conservation de la mémoire collective et la valorisation de l'héritage culturel traditionnel du Congo. Jean-Claude Gakosso a saisi cette opportunité pour remettre quelques présents à son hôte. Il s'agit des statuettes symbolisant la culture congolaise.

Bruno Okokana

BRIN D'HISTOIRE

Un vice-président serait-il moins superflu qu'un Premier ministre ?

« L'ostentation dans le jugement personnel, jointe à la satisfaction de débiter des lieux communs, voilà, on le sait », l'inclination proprement congolaise dans l'approche des questions nationales. Tout y passe. Les médias du pays, souvent, sans discernement, emboîtent le pas à ces spécialistes, « sortis brutalement de l'obscurité », dans la « pollution informationnelle ». Et l'espace public s'anime de ragots, de manipulation et de désinformation.

Depuis quelque temps une question crée le « buzz », comme on dit maintenant : faut-il ou non, dans notre pays, un vrai Premier ministre ou un simple ersatz ? Au détour se pose un problème, celui de la constitutionnalité d'un tel personnage dans le décorum politique actuel... Que faire ? Pour l'instant, toutes les supputations laissent perplexes.

Il est un constat constant : l'action gouvernementale a besoin d'un catalyseur. Mais les solutions innovantes ne sont pas évidentes dans tous les discours, parfois affligeants, qui nous sont infligés depuis quelques temps par nos « spécialistes » qui se posent toujours, et paradoxalement,

en donneurs de leçons dans notre chère République des savants. Il y en a dans tous les camps. Ils échafaudent plusieurs cas de figures, sauf celui d'un vice-président constitutionnellement envisageable.

Au Congo, faut-il le rappeler, nous avons connu deux, voire trois, expériences de vice-présidence au sommet de l'État. La première, celle du vice-président Opangault, lors du changement de statut de notre pays avec la création du Territoire du Moyen-Congo, dans le cadre de la Loi cadre Gaston-Defferre. Il est une sorte de vice-gouverneur, en réalité confiné à la gestion des affaires locales.

Une seconde expérience est celle du vice-président Stéphane Tchitchelle, doublé de ministre des Affaires Étrangères, à l'accession à l'indépendance de notre pays, pour donner un contenu, voire du lustre, à un poste qui, stricto sensu, n'en avait pas. Opangault bénéficia de ce statut sous Youlou; une fois de plus, simple question de prestige et de protocole.

A contrario, Alfred Raoul, quant à lui,

concentre entre ses mains, dans la troisième expérience, l'essentiel des manettes de l'action gouvernementale, de 1968 à 1969. Ses prérogatives se diluent à la création du Parti congolais du travail. Lorsqu'Aloïse Moudileno Massengo est nommé à son tour vice-président, cette fonction devint ornementale. L'essentiel du pouvoir étant déjà exercé par le président de la République, président du Comité central du Pct, chef de l'État, chef du gouvernement, président du Conseil des ministres.

Ces quelques cas de figures devraient s'imposer à notre sagacité. Il nous faut tenter une synthèse de ces différentes expériences pour en tirer le meilleur, pour la vitalité de l'action gouvernementale.

À ce jour, plus de cinq Constitutions et presque autant d'Actes fondamentaux montrent clairement que la marche institutionnelle du Congo est chaotique et peu satisfaisante dans l'ensemble. Il nous faut trouver, de ce point de vue, des solutions pour mettre le Congo dans une dynamique pérenne. Nous n'allons pas inventer la boussole à nouveau, loin s'en faut, mais nous pouvons nous inspirer

des autres, mieux que nous ne l'avons fait jusqu'à présent.

À cet égard, le système américain, acclimaté au Congo à l'aune de nos propres expérimentations, ne pourrait-il pas constituer une voie pragmatique de résolution de la question de l'efficacité gouvernementale ? Majorité et opposition devraient s'y employer dans une approche délibérative et consensuelle, mais surtout intelligente pour en tirer la substantifique moelle. Comme on dit, de façon triviale, le chef de l'État ne peut pas être seul au front comme on le voit souvent dans notre pays où il est, in fine, l'unique comptable de l'incurie de l'action gouvernementale. Démis de leurs fonctions, les ministres se défaussent toujours sur lui, quel que soit le pouvoir, pour masquer leur impéritie et se donner ainsi un blanc-seing pour l'avenir.

Comment intégrer à notre réflexion le dispositif américain, président et vice-président élus sur le même ticket, pour bonifier notre recherche sur l'efficacité et l'efficience de l'action gouvernementale ? Question primale.

Mfumu